

Rouge

V^e République,
le coup d'Etat permanent
p 16

M1578N°1022 SP 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

20 juillet au 23 août 1984

Référendum, gouvernement Fabius



**Sales coups
contre
les travailleurs !**

REPÈRE

Defferre contre les réfugiés basques

Gaston Defferre est sans doute le principal responsable des attentats « antifrançais » commis par l'ETA (organisation indépendantiste basque agissant dans l'Etat espagnol) et son homologue en France, Iparretarrak (« Ceux du Nord »). Il y a un mois, en effet, il a semble-t-il décidé, — lors d'un entretien avec son collègue espagnol —, de ne plus considérer les militants basques « terroristes » comme des réfugiés politiques.

Comment et pourquoi le ministre de l'Intérieur est-il parvenu à cette position ? Nul ne le sait en l'absence de toute explication précise de sa part. N'avait-il pas, durant les deux premières années de sa charge, toléré les militants de l'ETA, même si, sur quatre cent cinquante demandes d'asile politique, huit personnes seulement ont obtenu la carte de réfugié ?

On peut se demander si le revirement de Gaston Defferre n'est pas une simple soumission du gouvernement français devant les attentats des bandes d'extrême droite dirigées depuis l'Espagne et intervenant en France sous le sigle du GAL (Groupe antiterroriste de libération). Ceux-ci, ces derniers mois, ont fait plusieurs morts parmi les réfugiés basques sans que la police française fasse la preuve de son efficacité...

La faible « motivation » de ses propres services a-t-elle rendu le ministre plus sensible aux pressions de son collègue (et camarade socialiste) espagnol ? Un fait est certain : entre les décisions d'assignation à résidence hors des départements du Sud-Ouest prises à l'encontre d'un certain nombre de militants basques, l'expulsion vers l'Amérique latine de certains d'entre eux, et le procès avec demande d'extradition qui aura lieu au tribunal de Pau le 5 août prochain, une nouvelle politique de répression contre les militants basques se met en place.

Elle est à l'origine de la vague d'attentats en cours, sans toutefois les justifier. Leur caractère globalement « antifrançais », leurs cibles, qui mêlent sans distinction des poids lourds, des succursales de banques et des voitures de tourisme, ne peuvent que développer un chauvinisme qui n'est en rien favorable à la cause basque.

Nos critiques sur la tactique choisie par les militants de l'ETA ne nous empêcheront cependant pas un seul instant de rappeler la réalité que Gaston Defferre veut aujourd'hui nier : le combat contre la domination de l'Etat espagnol n'est pas terminé aux yeux de nombreux militants basques. Et c'est au cours de ce combat que certains d'entre eux sont amenés à chercher refuge en France. D'une façon indiscutable, leurs actes sont politiques. C'est bien leur statut de réfugiés politiques que Gaston Defferre veut supprimer.

La télévision française a mis en valeur un « précédent » en Belgique. Deux militants indépendantistes basques, détenus depuis plusieurs mois à Anvers, viennent d'être extradés vers Madrid pour y être enfermés à la prison de Carabanchel.

Confronté à une campagne de solidarité qui mettait en valeur le rapport d'Amnesty International (selon lequel la torture est toujours pratiquée en Espagne), le gouvernement belge a tenu à souligner qu'il avait reçu des garanties « pour l'intégrité psychologique et physique » des deux prisonniers. Sa décision est cependant un premier succès pour le gouvernement espagnol dans sa volonté de criminaliser les militants basques exilés.

Nous trouvons là une raison de plus d'être vigilants face aux mauvais coups que Gaston Defferre prépare à l'encontre des militants basques.

Pierre Rème

ENFANTS-OTAGES

Une galère pour Alger

Le 6 juillet, vingt-six mères de l'ANDEE (Association de défense des enfants enlevés), apprenaient que le « bateau pour Alger » ne partirait pas.

Le rush des journalistes de tout bord, grands amateurs de sensationnel, n'atténue pas la situation dramatique de ces femmes à qui l'on fait payer au prix le plus fort la séparation : celui de ne plus revoir leur enfant.

Il existe entre la France, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie des conventions bilatérales destinées à prévenir ces actes, qualifiés d'illégaux (donc justiciables de poursuites pénales dans ces pays). Pareille convention n'existe pas entre la France et l'Algérie.

Le « bateau pour Alger » avait pour but de soulever ce problème et d'obliger les gouvernements français et algérien à accélérer la signature d'un accord. Pour les mères, l'objectif, on le comprend, était bien plus immédiat : revoir ou, pour certaines, reprendre leurs enfants.

Cette campagne fut organisée par l'ANDEE et la Ligue des droits de la femme, soutenue par le MFPP, Jeunes Femmes, le Collectif féministe antiraciste.

Ces organisations ont contribué par leur action à poser publiquement ce douloureux problème. Mais en refusant de se situer sur le terrain de la solidarité entre femmes françaises et algériennes — qui se battent pour la reconnaissance de leurs droits, notamment à propos du Code de la famille algérien — elles se sont laissées enfermer dans le jeu des rapports de forces entre Etats.

Fin juillet, une délégation restreinte, accompagnée de représentants du gouvernement français, sera reçue par le gouvernement algérien. Tout est rentré dans l'ordre... de la diplomatie.

PATRONAT Les consignes de François de Laage de Meux

Le syndicat CGT de la CGEE-Alsthom à Marseille, filiale du groupe CGE nationalisée après le 10 mai, vient de découvrir une note interne de la direction. Soulignant l'insuffisante mobilité géographique du personnel à ses yeux, le « service des ressources humaines » (c'est l'étiquette officielle !) de la CGEE donne trois consignes : « [1]. Toute embauche doit rester bloquée pour les catégories touchées par le suref-

fectif : la bourse de l'emploi (et non l'intérim) est là pour répondre aux besoins. [2]. Tous, et pas seulement les chefs d'établissement, détiennent la clé de la solution : mobilité, adaptation, initiative, recherche de situations nouvelles. Il faut maintenir une pression permanente (licenciements, sanctions, petits licenciements économiques, constatations écrites des refus de mobilité...) [3]. Les chefs d'établissement, pour redevenir entièrement disponibles à la recherche des affaires, doivent se libérer le plus possible des préoccupations administratives liées à l'emploi. (mais ne pas abdiquer leurs responsabilités en ce domaine). »

Le syndicat CGT de la CGEE souligne, dans une lettre adressée à la presse, aux députés du PS et du PCF, aux syndicats : « C'est à une véritable politique de sabotage que la direction générale demande aux responsables des différentes succursales de se livrer (...) Les travailleurs attendaient tout autre chose de la nationalisation (...) »

L'absence de changement dans l'entreprise n'est guère étonnante si l'on examine les têtes qui dirigent aujourd'hui le groupe CGE. Le président de la CGEE, François de Laage de Meux, n'est pas un nouveau venu. Il siègeait à la direction générale du groupe en 1980, en tant que directeur-général adjoint.

François de Laage de Meux, P-DG de la CGEE, utilise aujourd'hui les recettes élaborées hier. Pour que cela change, il faudrait commencer par l'envoyer paître...

UGINE-ACIER Répression antisyndicale

Ugine-Acier à Fos-sur-Mer. La direction craint visiblement la rentrée de septembre et la mobilisation des travailleurs contre la fermeture de l'entreprise, planifiée pour le début de l'année prochaine. Vingt militants et responsables syndicaux viennent d'être mis à pied pour une durée de treize jours

VIENT DE PARAITRE

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
31 juillet 84 14fr.

Sommaire

- La France après le 17 juin
- Le Pen : Une menace et ses limites
- Le réveil de la classe ouvrière allemande et la lutte pour les 35 heures
- * Pour un nouveau pacte entre les travailleurs * entretien avec Benjamin Coriat
- Pologne : quand le PC suisse publie ce que l'Humanité ignore

après l'organisation de la journée « portes ouvertes » du 23 juin, en défense de l'emploi sur le site.

Bel exemple de démocratisation, dans une entreprise nationalisée ! La répression est toujours aussi présente. La liste des sanctionnés comprend aussi des militants qui n'étaient pas à Fos-sur-Mer le 23 juin ! La direction d'Ugine cherche à casser toute résistance éventuelle. Le pari est risqué.

UIE-CHERBOURG Des licenciés temporaires

Le terre-plein de l'UIE-Cherbourg semble désert. L'Heimdal, plate-forme de forage pétrolier retenue un mois durant par les travailleurs en lutte, a pris la mer. Les carnets de commande sont vides. Le trust Bouygues (travaux publics), qui a repris l'entreprise en dépôt de bilan, ne laisse filtrer aucune information sur l'avenir du site.

Aucun travailleur n'est licencié « définitif ». Deux tiers

des effectifs ont été repris en poste fixe. Le tiers restant est placé sous « contrat à durée indéterminée dans le cadre de l'exécution d'une affaire » à venir. Après réception de leur lettre de licenciement « temporaire », ils effectuent leurs deux mois de préavis et bénéficient des congés payés. Ils seront ensuite rémunérés à 80 % de leur salaire en « chômage technique » et resteront affiliés aux œuvres du comité d'entreprise de l'UIE comme à la mutuelle... en attendant la mise en chantier d'un nouvel ouvrage.

La lutte a contraint Bouygues à annuler les dizaines de licenciements « définitifs » prévus, tout en instituant un statut qui répond aux exigences du patronat dans la mise en place du travail « flexible » : les travailleurs travaillent et sont rémunérés par l'entreprise... lorsqu'il y a du travail.

Licenciés « temporaires », et travailleurs maintenus en poste ont débrayé et tenu une assemblée générale commune à la fin de la grève. Ils ont pris l'engagement de reprendre la mobilisation en septembre. « Nous ne crions pas victoire », explique le secrétaire de la CGT du chantier. « Nous sommes conscients d'avoir limité simplement à casse. Mais la lutte est loin d'être terminée. »

POINT DE MIRE

Contre le racisme: unité !

Curieuse et malsaine impression au cœur de l'été. Qui, parmi nous, ne craint pas d'apprendre, chaque jour qu'un attentat raciste a eu lieu ? Qui ne sent les immigrés, jeunes ou pas, particulièrement exposés ? Ou aura lieu, cet été, ce que la presse appellera un « drame » ? Ou bien a-t-il déjà eu lieu sans percer dans les médias ? Une chose est certaine : tous les ingrédients qui entrent dans les crimes racistes sont là. Encouragés par l'absence d'enquête sérieuse sur ceux de l'année dernière.

Lors de la « marche des Beurs » de l'hiver dernier, les jeunes immigrés ont eu bien raison d'affirmer avec force : « Nous ne sommes plus ici des étrangers. » Mais cela ne supprime pas les préjugés et la peur que la droite et l'extrême droite exploitent sans vergogne.

Chacun connaît la menace d'un Le Pen et ses références à « l'Evangile [qui] nous dit d'aimer notre prochain, pas notre lointain »...

Mais cela ne doit pas nous faire oublier les propos presque identiques d'un Chirac, il y a un an, justement : « La France est bonne mère : mais elle n'a plus les moyens d'entretenir une foule d'étrangers qui abusent de son hospitalité. (...) Le seuil de la tolérance est dépassé, notamment dans certains quartiers. »

De telles idées n'ont rien de dérisoire : elles expriment tout haut les préjugés d'une foule de racistes en mal de violence et de nostalgiques de « l'heureux temps de nos belles colonies »... Autant d'individus qui, à un moment ou à un autre, peuvent tuer.

Nous devons avoir en tête que le combat contre le racisme ne connaît ni trêve ni congé. Pour que les travailleurs et les jeunes immigrés continuent à oser lutter, à oser s'organiser, nous devons être prêts à assurer, dans la plus large unité possible, la défense de leurs droits.

P. R.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie _____
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Mai 1981. Mitterrand au Panthéon. C'est de cet héritage qu'il veut aujourd'hui se débarrasser.

La fracture

Changement de gouvernement, rupture avec le PCF, référendum, présidentialisation accrue du régime : une nouvelle situation s'ouvre. Les travailleurs n'avaient plus guère d'illusions sur la politique du gouvernement Mauroy. Ils n'ont rien à attendre de celle de son successeur.

Le 17 juin, acquittant l'addition de trois ans de reniements et d'attaques contre ceux qui les ont portés au pouvoir, le PS et le PCF enregistrèrent le désastre électoral que l'on sait. Largement majoritaire dans les urnes, la droite se lança dans une spectaculaire offensive d'usure marquée par la démonstration de force des tenants de l'école du fric et des curés, le 24 juin, et le déclenchement d'une guérilla parlementaire.

Comme lors des précédentes manifestations de défiance populaire, le pouvoir est resté sourd à l'avertissement des européennes. Alors que ses propres partisans — à commencer par la direction du PS — le pressaient de « reconquérir l'électorat de gauche », Mitterrand n'a cherché que prétextes à de nouvelles reculades. A travers son intervention télévisée du 12 juillet et la constitution d'un nouveau gouvernement, c'est une proposition de « compromis historique », de « consensus national » qu'il formule à l'intention de certains secteurs de la droite et du patronat. Ce qu'il veut, c'est se débarrasser de l'héritage du 10 mai 1981.

A droite toute !

Quel meilleur symbole de cette démarche que le retrait de la loi Savary ? Certes, les laïques n'avaient aucun motif de satisfaction dans le texte du ministre démissionnaire. Mais son abandon, en réponse aux campagnes hystériques de la droite et de l'épiscopat, indique bien le sens des futurs choix gouvernementaux.

Pour atteindre son objectif et s'émanciper toujours plus de la majorité du 10 mai, le chef de l'Etat utilise toutes les ressources que lui donnent les institutions de la V^e République. Il joue la carte d'une présidentialisation accrue du régime afin d'apparaître comme le symbole de « l'unité des Français » et de passer par-dessus la majorité PS-PC à l'Assemblée. « Il arrive que l'obligation qui doit prévaloir est celle de l'unité nationale », indiquait-il fort clairement le 14 Juillet.

Le terrain du référendum est soigneusement choisi. Il ne s'agit nullement d'accroître les droits des citoyens mais d'étendre

les possibilités présidentielles de recourir au plébiscite (voir page 16). L'avantage de l'opération est double. Si elle réussit, l'hôte de l'Élysée verra tout d'abord conforter sa position d'« arbitre ». Ensuite, Mitterrand a pris soin de mettre comme condition au référendum un vote identique des deux assemblées. Ce qui lui donne toute latitude pour rechercher un accord avec la majorité réactionnaire du Sénat en niant par avance aux députés du PS et du PC toute possibilité d'intervenir sur le contenu du projet de loi.

La nomination de Laurent Fabius à l'Hôtel Matignon n'est pas moins représentative du but poursuivi. Responsable dans le précédent gouvernement de l'application du plan acier, symbole de ces hauts fonctionnaires qui rejoignent le PS dans sa phase ascendante, le nouveau Premier ministre est aussi l'homme du président. « J'en arrive à oublier sa fonction de ministre. J'ai toujours l'impression qu'il appartient à mon cabinet élargi », confie volontiers Mitterrand. Les porte-parole éclairés du monde des affaires ne se sont d'ailleurs pas trompés sur le sens de la désignation. « En montrant qu'on peut être bourgeois et socialiste [Fabius] symbolise en lui-même l'unité et le consensus, tant mis à mal par ses amis politiques partisans de la lutte des classes », écrivait les *Echos* du 19 juillet.

L'aboutissement d'une spirale infernale

Le tournant opéré ne fait donc aucun doute. Dans les gouvernements Mauroy, les travailleurs n'avaient plus guère d'illusions. De la nouvelle équipe, ils savent n'avoir rien à attendre. Et s'il fallait les en convaincre, le budget en préparation pour 1985 suffirait (voir page 6).

C'est sans doute le départ des ministres communistes qui manifeste le plus clairement la nouvelle donne politique. Celle-ci marque la fin de toute une phase politique dominée par l'Union de la gauche. La raison invoquée par les dirigeants du PCF pour justifier leur choix ne tient guère. Car la politique gouvernementale de demain sera le prolongement et la systématisation de celle qui, hier, a conduit au seuil des deux millions et demi de chômeurs et à une

dégradation considérable du pouvoir d'achat. Or, durant trois ans, les quatre ministres et leur parti ont cautionné cette évolution tandis que, session après session, le groupe parlementaire votait la confiance.

En réalité, la décision du PCF est avant tout le résultat de l'accélération de sa crise. Confrontés à un déclin électoral dont nul ne peut dire où il s'arrêtera, divisés sur les grands choix stratégiques à opérer, les dirigeants communistes ne pouvaient guère aller plus loin dans la subordination à la social-démocratie, sous peine de risquer l'éclatement du parti et une rupture définitive avec le noyau stable de son électorat (voir page 5). Il reste que la formule retenue d'un soutien sans participation ne répondra pas à l'attente des militants, au fur et à mesure que seront adoptées de nouvelles dispositions anti-ouvrières.

La nouvelle situation ouverte en ce mois de juillet sanctionne un processus de trahison des espoirs du 10 mai. Elue pour en finir avec l'austérité giscardienne, la majorité s'est, dès le départ, efforcée de donner des gages à l'adversaire. Ce faisant, elle a fini par désorienter cette « majorité sociologique » évoquée par Mitterrand lors de son entrée en fonctions. De leur côté, en mettant le soutien du gouvernement avant leurs tâches de défense des intérêts matériels et moraux des salariés, les directions syndicales ont laissé le champ libre aux attaques patronales.

Loin d'atténuer son hostilité, la veulerie des directions du mouvement ouvrier a permis à la classe dominante de reprendre l'initiative, de restaurer partiellement la crédibilité de ses appareils politiques. Elle a en outre aidé l'extrême droite à exploiter un sentiment d'insécurité lié à la crise économique. Se refusant à changer d'orientation, à satisfaire les aspirations du monde du travail, les gouvernements sont entrés dans une spirale infernale : celle qui, de plan de rigueur en plan de restructuration, de reculade en cadeaux aux possédants, leur a fait perdre toutes les élections. Pour sortir d'une telle impasse, il ne leur restait qu'à abandonner les derniers vestiges de leurs promesses de changement. C'est ce qu'ils viennent de faire.

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de cette tentative de « recentrage ». La tactique mitterrandiste a apparemment rempli son premier objectif : faire éclater toutes les contradictions du front de l'opposition et démontrer l'absence de projet unificateur en son sein. Sur l'attitude à adopter face au nouveau cabinet, la

droite s'est allégrement déchirée. Au giscardien Léotard et au RPR Noir, saluant en Fabius « le Giscard de la gauche », répondirent les caciques du RPR et de l'UDF, partisans d'une opposition totale.

Et maintenant ?

Il n'en demeure pas moins que l'opération présidentielle n'en est qu'à ses balbutiements. La formation d'une équipe socialiste pratiquement homogène montre qu'au stade actuel, il n'existe pas de bases suffisantes à une recomposition intégrant certaines fractions de la bourgeoisie. De surcroît, le soin apporté à l'intégration de tous les courants du PS fait apparaître que Mitterrand ne peut s'émanciper autant qu'il le voudrait de la seule force qui appuie son action. Surtout après le départ du PCF.

Là se trouve la principale faiblesse du monarque élyséen. Il se trouve désormais en première ligne, avec le seul soutien d'un parti qui, le 17 juin, n'a obtenu les suffrages que d'un cinquième de l'électorat. La droite, par la bouche de Bernard Pons, ne manque d'ailleurs pas de le lui rappeler, en le qualifiant de « gouvernement 20 % ». Dans ces conditions, tout mouvement social ou tout affrontement de quelque ampleur risquent de le déstabiliser directement. Cette fragilité peut fort bien conduire les états-majors de la droite à s'unifier sur une position visant à faire capoter la tentative en cours. Il est à cet égard significatif que, le 20 juillet, dans son éditorial du *Figaro*, Peyrefitte appelle à faire de la consultation référendaire de septembre l'occasion d'une bataille décisive : « L'annonce du référendum a fait sombrer le gouvernement d'Union de la gauche. Le naufrage du gouvernement d'Union de la gauche va sans doute faire sombrer le référendum. Si M. Mitterrand ne veut pas défier la démocratie, il ne lui restera plus qu'à dissoudre l'Assemblée. Il lui faudra bien alors se soumettre ou se démettre. »

Une seule chose est à présent certaine : c'est une phase d'instabilité qui s'ouvre. Si la classe ouvrière ne trouve pas, dans la prochaine période, les voies de sa propre intervention sur la scène centrale, les jeux politiques de l'hôte de l'Élysée risquent de déboucher sur une nouvelle et grave dégradation des conditions d'existence de la classe ouvrière, de son rapport de forces face aux patrons. Rassembler les forces pour une mobilisation unitaire, débattre des moyens d'imposer une autre politique : tels sont les objectifs de l'heure. Rien n'est encore joué. Mais le temps presse.

Christian Picquet

**ROUGE S'INTERROMPT POUR UN MOIS.
IL REPARAITRA LE VENDREDI 24 AOUT.**

NI AUSTRERITE, NI DIVISION

Combattre ce gouvernement

L'Union de la gauche, resurgie le 10 mai 1981, est morte le 19 juillet 1984. Aucun regret pour ce cercueil enterré sous les engagements trahis. Le plus important à présent c'est de préparer l'avenir, afin qu'il ne soit pas celui de l'austérité aggravée, de la division renforcée et du retour au passé.

Du gouvernement Mauroy, les travailleurs n'avaient pas grand-chose à espérer. Du gouvernement Fabius, ils ont tout à craindre, parce que le nouveau ministre de Mitterrand promet non seulement de poursuivre et d'aggraver la politique de « rigueur », mais surtout de la mener jusqu'au bout, dans le but avoué d'y gagner les faveurs de la bourgeoisie et si possible de ses hommes ou partis politiques.

Evidemment, les dirigeants socialistes de tous bords (qui sont regroupés dans le gouvernement derrière Mitterrand) ne manqueront pas d'essayer de persuader les travailleurs, à commencer par leurs propres électeurs et militants, que ce gouvernement social-démocrate est le seul gouvernement de gauche possible aujourd'hui, qu'il est la seule chance pour la gauche de tenir encore la droite à l'écart du pouvoir, etc.

La vérité est que ce gouvernement-ci, par sa politique et sa composition même, est déjà un pont vers le retour de la droite aux commandes.

Ni austérité ni division

Pour les travailleurs, cela implique que, face à un gouvernement dont la politique attaque leurs intérêts vitaux dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, face à un gouvernement qui rompt les derniers fils de la majorité ouvrière du 10 mai, la lutte doit être menée sans réserve et sans merci. Car la lutte contre ce gouvernement, et pas seulement contre tel ou tel aspect de sa politique, est le seul et unique moyen pour les travailleurs de se défendre contre l'offensive capitaliste dont il est l'instrument et le retour de la droite dont il est le tremplin.

Dès septembre, la riposte des fonctionnaires contre le projet de budget et celle des laïques contre la nouvelle trahison de l'école publique doivent être l'occasion d'actions préparant des mobilisations nationales et préfigurant cette nécessaire bataille

contre le gouvernement.

Cette bataille, pour être massive et victorieuse, doit rassembler toutes les forces sans aucune exclusive. Le principal danger qui guette le mouvement ouvrier et la classe ouvrière toute entière, au lendemain de la rupture de l'Union de la gauche et de la mise en place du nouveau gouvernement, c'est que la division ravage leurs rangs de plus belle au moment où l'unité d'action de toutes leurs organisations est au contraire plus nécessaire que jamais.

Aucun travailleur, spécialement communiste, ne doit tolérer que les dirigeants du PCF se remettent à « bouffer du socialo », comme entre 1977 et 1981, c'est-à-dire l'aspersion de la majorité ouvrière du 10 mai. Dans le cours de leurs luttes et sur la base de leurs mobilisations et revendications, les travailleurs doivent continuer à exiger de cette majorité élue avec leurs voix qu'elle fasse une politique conforme à leurs intérêts et, concrètement, dans la période qui vient, qu'elle refuse de soutenir celle que Mitterrand dicte au gouvernement. Forcé est pourtant de constater que, depuis trois ans, cette majorité s'est toujours couchée devant les diktats de Mitterrand et des capitalistes.

Unité et mobilisation

Ce tournant du septennat a, en partie, été rendu possible parce que tant les dirigeants socialistes que communistes se sont sentis les mains libres pour fixer leur nouvelle attitude, en l'absence de grandes luttes ouvrières exerçant une pression immédiate sur leur orientation.

Bien sûr maintenant que la page est tournée, le but des travailleurs et de leurs luttes ne peut être de revenir à la case départ, comme si rien ne s'était passé depuis trois ans sous la houlette d'un gouvernement majoritairement composé de représentants du PS et du



PCF. Pourtant, la majorité de députés socialistes et communistes qui siège à l'Assemblée reste en place et reste le reflet déformé de l'aspiration de la majorité ouvrière du 10 mai.

Dans le cours de leurs luttes et sur la base de leurs mobilisations et revendications, les travailleurs doivent continuer à exiger de cette majorité élue avec leurs voix qu'elle fasse une politique conforme à leurs intérêts et, concrètement, dans la période qui vient, qu'elle refuse de soutenir celle que Mitterrand dicte au gouvernement. Forcé est pourtant de constater que, depuis trois ans, cette majorité s'est toujours couchée devant les diktats de Mitterrand et des capitalistes.

Alors le seul moyen pour les travailleurs de se faire entendre, y compris de ces députés, c'est de peser de toutes leurs forces, directement, pour enrayer le cours catastrophique des événements. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce gouvernement. En revanche, leurs luttes résolues peuvent créer les conditions pour en changer et imposer ce qui leur est dû depuis le 10 mai : un gouvernement au service des travailleurs.

La mobilisation et l'unité

ouvrières sont la seule sortie possible de l'impasse où le PS et le PCF ont poussé les travailleurs. Il faut sans tarder briser le cercle vicieux du découragement et de la défaite.

Certains se demandent s'il n'est pas déjà trop tard. Non ! C'est encore possible. Les forces existent et sont disponibles dans la classe ouvrière. Les luttes du printemps 1984 l'ont à nouveau montré : la bourgeoisie, malgré les points marqués, n'a pas réussi à infliger aux travailleurs une défaite d'ampleur qui retournerait vraiment la situation en renversant le rapport de forces social que le 10 mai a partiellement traduit.

L'union dans les luttes, cela se construit dès maintenant avec les milliers de bras qui ne veulent pas rester croisés.

Pour une politique au service des travailleurs

Ce qui vient de se passer ne va pas manquer d'accroître la confusion et le désarroi dans la classe ouvrière. Les politiques du PS et du PC, seules ou séparément, font visiblement faillite. Toutefois, aucune alternative crédible ne s'y oppo-

se. A beaucoup de travailleurs l'horizon paraît bouché.

Le combat pour l'unité et la mobilisation ouvrières contre le gouvernement et la droite souligne la nécessité d'une politique au service des travailleurs, dont des milliers d'entre eux puissent faire leur drapeau dans ce combat.

Le nécessaire débat sur cette politique traverse déjà l'ensemble du mouvement ouvrier. Loin de risquer de le détourner de ses luttes, il ne peut au contraire que contribuer à fortifier la confiance des travailleurs en leurs propres forces et leur conviction qu'ils se battent pour des choses qui en valent vraiment la peine.

Ces moyens et ces objectifs sont ceux que la LCR propose et défend. Mais d'autres forces, d'autres militants les ont en commun avec elle. Sur cette base, il est d'ores et déjà possible de travailler ensemble, dans l'action et dans le mouvement de masse, au dégage-ment d'une alternative à la lamentable déroute du stalinisme et de la social-démocratie. Ce serait un pas en avant vers la construction d'un nouveau, d'un véritable parti des travailleurs.

Est-il encore utile d'ajouter aujourd'hui que sur cette voie, il n'y a vraiment pas une minute à perdre ?

Charles Michaloux

Malville 4 et 5 août.

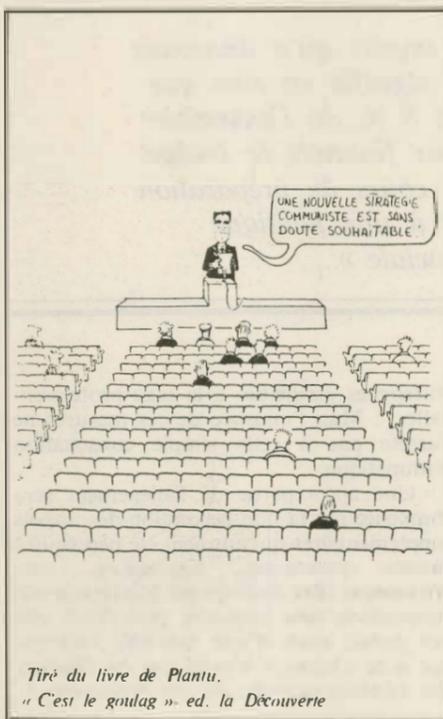
La centrale Super-Phénix près de Malville entre dans la phase finale de sa construction. Son mode de fonctionnement est si peu sûr et si onéreux que les Etats-Unis ont renoncé à ce système.

Un rassemblement contre l'implantation de ce complexe est organisé les 4 et 5 août à Malville. La LCR s'associe à cette initiative et invite ses militants et sympathisants à y participer nombreux.

PCF

Partir...pour quelle destination ?

Le PCF rompt-il à gauche ? L'absence de ses ministres va-t-elle impliquer un tournant vers les luttes ? En fait, on ne voit pas pourquoi le PCF, pour quelques portefeuilles de moins, se métamorphoserait en champion de la lutte des classes...



(1978), autant de slogans qui recouvraient tous l'union avec le PS et les radicaux de gauche pour une coalition gouvernementale respectueuse des institutions et du système économique.

Pas d'autre choix

Le PCF connaissait le projet de Mitterrand : prendre les suffrages du PCF et se servir de lui, au gouvernement, comme agent de l'ordre social. Il était conscient, depuis son XXI^e congrès de 1974, que la concurrence avec le PS gommait son identité et profitait à la social-démocratie. Mais il n'avait pas d'autre choix. Il ne faisait pas reposer l'Union de la gauche sur la mobilisation des travailleurs, puisque cette alliance était bâtie précisément contre tout nouveau Mai 1968. Accuser le PS de vouloir gérer loyalement les affaires du capital, c'était un peu vite faire abstraction de sa propre ligne.

Celle-ci ne visait pas à parvenir au pouvoir pour appliquer le programme de la classe ouvrière, mais celui de l'union. Ce fut en fait celui de Mitterrand, puis au gouvernement, celui dicté par la logique implacable de gestion de l'austérité contre les travailleurs.

Toute autre politique supposait des conditions non réunies ou dépassées. Ainsi, une ligne à l'italienne était possible. Elle consistait à accentuer l'évolution à droite à un point tel que le PC puisse occuper le terrain de la social-démocratie. Evolution possible au plus fort de la crise de la SFIO, après la guerre d'Algérie et l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, mais qui fut interdite après Mai 1968.

La social-démocratie, que le PCF a puissamment contribué à remettre en selle, s'est logiquement redéployée sur la scène politique, et son succès est venu accélérer la crise d'identité du PCF.

Les soubresauts de l'Union de la gauche ont été le produit, jusqu'à cette rupture, de la concurrence désespérée que le PCF a livrée au PS. Dans la logique réformiste, dans la logique de collaboration de classes, le PS partait gagnant. Le PC, lui, devait gérer une base ouvrière et bâtir une autorité de parti de gouvernement. Parti de lutte et parti de gouvernement ? Le 17 juin enterre cette fable.

Partir pour quoi faire ?

L'union a profité à la social-démocratie. L'union laisse le PCF affaibli, mais la politique de ces deux partis s'est faite contre les intérêts ouvriers et populaires. Voilà ce qu'ont vécu des millions de travailleurs.

La sortie du PCF de ce cadre failli ne le conduira pas à prendre la tête d'un mouvement social contre l'austérité. Pas plus aujourd'hui qu'en 1968 ou lors des conflits qui ont jalonné l'histoire de l'Union de la gauche, le PCF ne fonde sa politique sur le développement des luttes de classes.

Il se dit aujourd'hui membre de la majorité présidentielle. Cette éphémère étape ne peut le conduire qu'à la division. Le PCF sera trop heureux de dénoncer la politique anti-ouvrière de la social-démocratie, ses alliances avec la droite.

Les effets sur la CGT de cette nouvelle situation ne feront pas de la centrale de Krasucki le syndicat des luttes. La confédération de Montreuil utilisera le contexte actuel pour acquérir de nouveau un profil combatif, au moyen d'actions radicales, voire gauchistes.

Ainsi, le PCF, en se libérant de sa présence au gouvernement, espère regagner la confiance perdue des travailleurs, non par la conduite des luttes, mais par une tactique visant à réaffirmer son identité politique et syndicale propre, en négatif par rapport au PS. Ce qui l'a conduit à lâcher les quatre portefeuilles proposés, c'est l'espoir de retrouver l'électorat qui l'a en partie rejeté en 1981, puis qui l'a abandonné le 17 juin 1984.

Audacieuse perspective, car seize ans d'une orientation faillie ne se rattrapent pas en un congrès, qui sera bien en peine de trouver une orientation alternative.

Le PCF a donc raisonné pour pallier au plus pressé. L'équilibre interne des différents courants et lobbies menaçait de se rompre. L'appareil syndical ne pouvait davantage jouer le tampon entre les travailleurs et le gouvernement. L'appareil municipal ne pouvait pas indéfiniment s'amenuiser, payant clairement l'austérité gouvernementale, quelle que soit sa gestion. En somme, les liens avec la classe ouvrière, avec l'électorat ne pouvaient se distendre au point de rompre, sans que le PCF tente quelque chose.

C'est la rupture. Mais ce n'est pas la solution au déclin du PCF.

Jean Lantier

Le PCF voudrait que le départ de ses ministres soit interprété comme un refus de l'austérité, comme une rupture « à gauche ». Les arguments qui devraient accréditer cette idée ne sont pas convaincants.

La déclaration du CC indique une « réorientation » gouvernementale « qui s'est traduite par l'aggravation du chômage, la stagnation de l'activité économique, le recul du pouvoir d'achat... » Réorientation... Mais depuis quand ? Quel événement, quelle date, quel fait, quelle mesure en marque le début ?

La direction du PCF a raison de dire que la ligne gouvernementale produit la montée du chômage et la perte du pouvoir d'achat. Mais cela sonne dans sa bouche comme une autocritique ! N'a-t-elle pas appuyé toutes les mesures d'austérité depuis le premier plan de rigueur, en juin 1982 ? N'a-t-elle pas été jusqu'à approuver, par députés interposés, le plan de licenciements dans l'acier en votant la confiance en avril 1984 ?

La direction décide aujourd'hui le départ de ses ministres. Mais ce geste est entaché du soutien inconditionnel aux plans de rigueur pratiqués depuis 1982.

Que le PCF ne soit plus au gouvernement ne va pas faire de lui un parti des luttes. Car quelle autre politique peut-il pratiquer « dehors » ?

Un échec historique

Le départ des ministres communistes doit être pris comme l'aveu d'un échec historique d'une ligne vieille de seize ans.

Pour l'expliquer, le PC ne pourra pas réemployer les arguments déjà utilisés dans les congrès précédents. Il y aurait un retard

de la déstalinisation, l'esprit de Khrouchtchev ne serait pas descendu à temps sur le PCF. Le PCF souffrirait de myopie, qui l'empêcherait de voir la transformation de la société française à laquelle il n'a pu s'adapter.

Les raisons de ce fiasco sont ailleurs. Elles se trouvent dans la contradiction insurmontable rencontrée par le PCF lors de la grève générale de mai-juin 1968. Confronté à cette explosion sociale, surpris par son ampleur, il s'y est opposé frontalement, ne cessant de vouloir mieux la contrôler pour la briser. Il se trouva dans une situation où « le parti unique de la classe ouvrière » s'opposait à celle qu'il prétend représenter seul. De ce divorce surgirent les causes profondes de sa crise actuelle.

Sous la pression de ces événements, il élaborait une orientation qui, dès décembre 1968 (manifeste de Champigny), se fixait comme débouché politique un rassemblement de même nature que celui réalisé sous le Front populaire : une alliance électorale, sur un programme réformiste, pour un gouvernement respectueux des institutions et du système économique.

Alors que six mois plus tôt, la question du pouvoir était immédiatement posée par la grève générale, le PCF réaffirmait une stratégie de passage pacifique au socialisme, une perspective de conquêtes partielles. Depuis, ses congrès l'ont conduit à abandonner toute référence au marxisme-léninisme, à la dictature du prolétariat, à la rupture avec le capitalisme (XXII^e Congrès de 1976). Sa trajectoire depuis 1968 l'amène à abandonner tous les éléments de son identité propre.

« Démocratie avancée » (décembre 1968), « Union du peuple de France » (1974), « Socialisme aux couleurs de la France »



BUDGET

Amis, enrichissez-vous !

La réduction de 8 % des impôts qu'a annoncée Mitterrand pour 1985 ne signifie en rien que les salariés économiseront 8 % de l'ensemble des taxes qu'ils paient pour financer le budget de l'Etat. Les mesures en cours de préparation ne ressemblent guère à une politique de « justice sociale »...

Si certains travailleurs, en entendant Mitterrand, ont cru payer en 1985, 8 % de moins qu'en 1984 sur l'ensemble des impôts, cotisations et charges diverses qu'ils déboursent directement ou indirectement, ils ont droit au titre de naïfs.

En fait, sur une masse d'impôts de huit cents milliards (à laquelle il faut ajouter quatre-vingts milliards de taxe professionnelle versés aux communes), la baisse de 8 % représentera sans doute quatre-vingts milliards en 1985. Les conséquences de cette décision, pour ce qui concerne les contribuables, se précisent peu à peu.

Tout d'abord, on sait que les sociétés paieront dix milliards de moins au titre de la taxe professionnelle. Cette ristourne devrait même être accompagnée d'une réforme partielle de la taxe elle-même : ce sont les entreprises, qui ont vu une brusque augmentation de leurs charges — à cause de leur chiffre d'affaires ou de leurs investissements en 1982 ou 1983 —, qui seraient la plus exonérées.

Dix milliards pour les entreprises

Personne, pour le moment, ne dit ce qui compensera ce « manque à gagner » dans le budget des communes. Une politique d'austérité renforcée au niveau local ? Une aide du budget de l'Etat ? Et dans ce cas en prenant l'argent où ?

En revanche, par un apparent souci de « justice sociale », Mitterrand a annoncé que les particuliers eux-mêmes profiteraient d'un allègement d'un montant de dix milliards de leurs impôts. Comme s'il n'y avait pas vingt millions de travailleurs (actifs ou au chômage) et seulement deux cent mille

entreprises assujetties à la taxe professionnelle... ! Mais l'injustice de ces mesures ne s'arrête pas à cette simple constatation arithmétique.

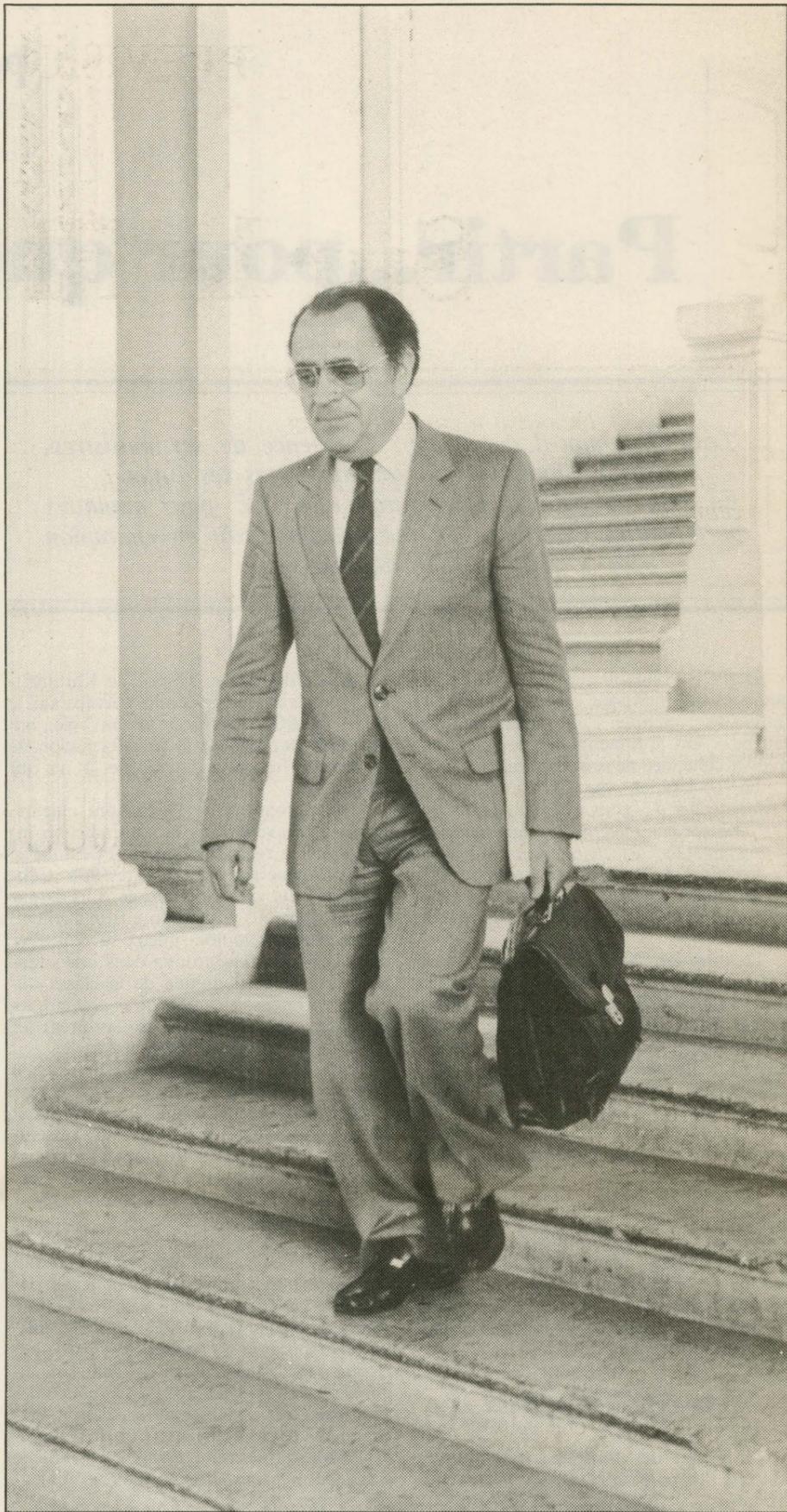
Une autre partie de l'allègement sera composée par la non-perception des impôts supplémentaires qui auraient été nécessaires l'année prochaine. Expliquons cela brièvement. Par décision du gouvernement l'imposition sera peut-être plus forte que l'an passé, mais d'une moindre ampleur que si la « baisse » n'avait pas été décidée. Qui bénéficiera donc de ces économies ?

Des milliards pour les gros contribuables

Il semble acquis que les contribuables versant plus de 20 000 francs d'impôts n'auront plus à payer la surtaxe pour les hauts revenus. Mais, pour les petits contribuables, on ne sait toujours rien !

Il est par ailleurs question de supprimer le 1 % d'impôt supplémentaire versé pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Cela aurait l'avantage d'être immédiatement perceptible et donc populaire. Mais, il n'est pas sûr qu'une telle mesure soit finalement adoptée. Pour ne pas hypothéquer l'équilibre ultérieur des comptes de la Sécurité sociale, cette disposition — qui ampute les recettes de plus de dix milliards — doit s'accompagner d'une nouvelle restriction des dépenses.

Or, Bérégovoy a déjà « cogné » assez fort. Pas sur les bénéfices des trusts pharmaceutiques bien sûr : ainsi, ceux déclarés officiellement par Roussel-Uclaf pour l'année 1983 sont en hausse de 14,3 %. Pas non plus sur les honoraires médicaux, qui ont augmenté de 7,6 % en 1983 contre



3,2 % en 1982. Et encore moins sur les bénéfices des cliniques privées, qui restent un des meilleurs placements. En revanche, pour ce qui concerne directement les travailleurs, quelle « rigueur » ! Le taux d'accroissement des remboursements hospitaliers est passé de 19,7 % (en francs constants) en 1982 à 9,5 % en 1983. Il est vrai que le recrutement a été bloqué, tandis que la plupart des « budgets supplémentaires » étaient refusés.

Tour de vis sur la protection sociale

De leur côté, les dépenses pharmaceutiques sont « freinées ». Le retrait du droit de remboursement pour plus de deux cents médicaments courants doit y être pour quelque chose... Et c'est dans cette direction que Bérégovoy voudrait « poursuivre les efforts ». Il prévoit, par exemple, d'augmenter le forfait hospitalier et de diminuer de 20 % le taux de remboursement de certains « actes d'exploration » (échographie, électrocardiogramme, fibroscopie...).

Dans le même style, il vaut la peine de signaler ce qui reste « un point noir des comptes de la protection sociale » : le déficit des caisses de retraite. Ce ne sont cependant pas les dépenses exagérées des principaux intéressés qui grèvent ce budget. Le pouvoir d'achat des retraités a baissé de 1,3 % en

1983 et sans doute de 2 % au minimum en 1984.

La même austérité frappera, en 1985, l'ensemble des personnels de l'Etat : les effectifs déjà bloqués devraient baisser comme les salaires. Avec toutes les conséquences prévisibles sur la qualité du service public et sur la pénibilité des conditions de travail.

Moins évident, un aspect des décisions gouvernementales mérite cependant d'être mis en évidence : « l'allègement des prélèvements obligatoires », dont Mitterrand a fait son cheval de bataille pour démontrer au patronat ses capacités de bon gestionnaire, aura pour conséquence d'augmenter les impôts indirects sous toutes leurs formes (TVA, taxes en tout genre).

L'augmentation de 22 centimes du prix de l'essence nous en a donné un aperçu : un centime sur 22 sert aux marges des détaillants et aux frais de transport, un autre correspond au renchérissement du dollar et les vingt autres vont aux caisses de l'Etat. Il n'est pas douteux que l'on assiste prochainement à d'autres hausses de ce genre.

Bref, les patrons vont payer moins d'impôts mais la fiscalité indirecte, très largement à la charge des salariés, va encore augmenter. Et ce, alors que la France détient déjà un record en ce domaine. Un record de l'injustice fiscale auquel le PS et le PC avaient promis de mettre fin.

Pierre Rème

Part des impôts indirects

France	30 %
Allemagne RFA	27 %
Belgique	25,6 %
Espagne	20,6 %
Etats-Unis	16,6 %
Italie	27 %
Japon	16,4 %
Pays Bas	24,8 %
Royaume Uni	28,8 %
Suède	24,3 %

A QUOI SERT L'IMPOT ?

Pour une dépense de 100 F, l'Etat consacre :

- 25,30 F au secteur social, santé, emploi, logement,
- 24 F aux services généraux du pays (justice, diplomatie, services fiscaux, etc.),
- 23,20 F à l'éducation et à la culture,
- 15,70 F à la défense,
- 11,80 F à l'action économique.

D'où viennent les recettes de l'Etat ?

		Millions de F en 1984
TVA	41 %	415 800
Impôt sur le revenu	20 %	203 397
Impôt sur les sociétés	8,8 %	89 290
Taxe intérieure sur les produits pétroliers		
Autres impôts (enregistrement, timbres, taxe sur les salaires, droits de douane, etc.)	6,6 %	67 396
Recettes non fiscales	17,2 %	174 154
Recettes des comptes d'affectation spéciale	5,3 %	54 002
	1,1 %	10 623

PREVISIONS 1984/1985

Sur le fil du rasoir

Dans un document dont seul Rouge a rendu compte (n° 1120 du 6 juillet), les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE et de l'Administration centrale des finances faisaient récemment le pronostic que « l'austérité est là pour durer ». Les prévisions pour 1984 et 1985 confirment leur conclusion générale.

La toute récente note de synthèse de l'INSEE brosse clairement le décor dès son premier paragraphe : « Sauf accident, 1984 confirmera le redressement des résultats des entreprises. L'excédent brut d'exploitation [le profit] progresserait de plus de cent trente milliards de francs, après avoir déjà progressé de plus de cent milliards en 1983. Les ratios utilisés pour suivre l'évolution du compte des entreprises retrouveront en fin d'année les niveaux les plus élevés depuis dix ans. » Voilà qui est clair et ne mérite pas de longs commentaires. Les graphiques ci-contre parlent d'eux-mêmes.

Rétablir le profit des patrons

Point par point, nous nous trouvons devant l'inverse des revendications. Par contre, la productivité dans l'industrie va bien, merci : 4,7 % en 1983 et 5,3 % en 1984. Comme dirait J.-P. Jacquier, secrétaire national de la CFDT, dans *Syndicalisme hebdo* : « Le redressement de la situation des entreprises françaises est de l'intérêt de tous. » Sauf peut-être de ceux que l'on fout à la porte pour augmenter cette sacro-sainte productivité : 208 000 emplois auront été supprimés dans l'industrie en 1984.

Et fait nouveau inquiétant, il n'y a plus, en raison de l'austérité, de création d'emplois dans le tertiaire. Comme par ailleurs la durée du travail baisse très faiblement — de l'ordre de six minutes hebdomadaires —, on se dirige vers un accroissement considérable du nombre des chômeurs qui devrait passer, selon l'INSEE, à 2,5 millions à la fin de l'année.

Tout ceci s'accompagne d'un recul d'environ 1 % du pouvoir d'achat pour l'ensemble des ménages. L'origine de ce recul est bien résumée dans la note de l'INSEE : « Les hausses de prix des produits manufacturés sont encore fortes, eu égard à la remarquable modération des taux de salaire et à la poursuite d'importants gains de productivité ; elles permettent la reconstitution des marges des entreprises industrielles. »

Le pari du « tout à l'exportation »

C'est bien beau de rétablir les profits, encore faut-il créer des débouchés. Or la pression sur les salaires entraîne inévitablement un recul de la consommation, particulièrement net pour les produits manufacturés (automobiles). Seules les dépenses de service permettent de limiter ce recul sans pour autant fournir de débouchés directs à l'industrie. Et avec la réduction des prélèvements obligatoires, il n'est pas question de tabler sur les dépenses publiques (voir page 6).

L'élément moteur est alors constitué par les exportations industrielles, qui progresseraient de 7,4 % en 1984. C'est ce débouché qui permet, conjointement au rétablissement du profit, de stimuler l'investissement. Celui-ci devrait progresser en 1984 de manière extrêmement inégale selon les branches. Une forte hausse de 12 % devrait intervenir dans l'industrie du sec-

teur privé alors qu'il y aurait au contraire une baisse importante dans le bâtiment et les grandes entreprises nationales (comme EDF et la SNCF). Pour l'ensemble, la progression serait assez faible, de l'ordre de 2 %.

On voit bien la logique du dispositif : on restaure le profit, on pèse sur la consommation, et les exportations prennent le relais.

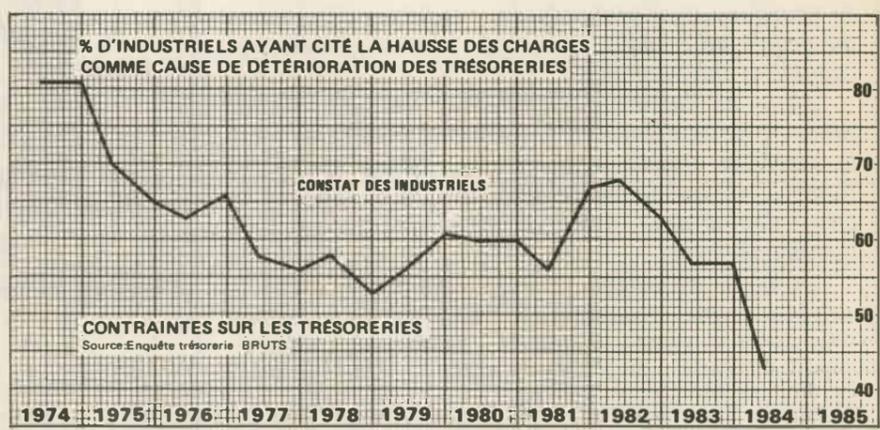
Où est la faille ? La demande de l'INSEE l'explique de manière assez transparente : « La croissance européenne est d'un type assez particulier, sur lequel il convient de s'attarder. La plupart des pays d'Europe comptent en effet sur une croissance essentiellement tirée par l'investissement et le solde des échanges extérieurs. D'un point de vue global, ce dernier objectif implique une forte croissance des exportations européennes sur les marchés mondiaux hors d'Europe. Ceci est d'autant plus nécessaire que le développement souhaité de l'investissement entrainera des importations de biens d'équipement. »

Traduction : c'est une politique très réaliste. Mais si tout le monde fait la même chose, personne ne peut gagner. Et il faut alors trouver quelqu'un sur le dos de qui réussir. Et comme il risque bien de n'y voir personne, cette politique ne peut pas être menée trop loin. Ce que dit l'INSEE : « Un soutien de la consommation, même d'ampleur limitée, est donc nécessaire pour que l'Europe retrouve une croissance durable. »

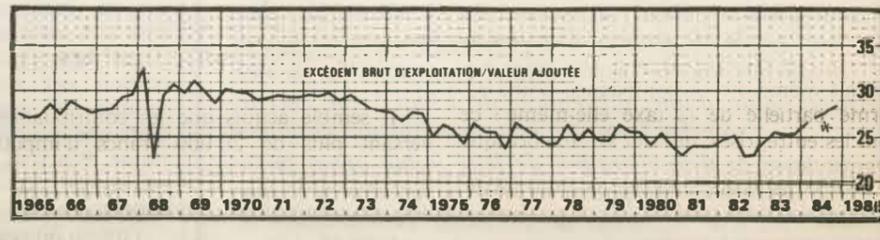
La récession qui menace

Pour 1985, le gouvernement a prévu une petite reprise : 2 % de croissance contre 1,2 % en 1984. Elle s'accompagnerait

Une politique systématique d'allègement des charges patronales



1984: rétablissement du taux d'exploitation à un niveau d'avant-crise



d'une stabilisation des effectifs salariés et d'une augmentation de 1,6 % du pouvoir d'achat. Elle permettrait donc au gouvernement d'aborder les législatives de 1986 dans d'assez bonnes conditions.

Mais ce projet comporte de grosses inconnues. Sa réussite suppose que soient faites des hypothèses optimistes sur la politique américaine. Un journaliste de *l'Expansion* vient de les résumer, le 6 juillet. On doit supposer, dit-il, « que des mesures seront prises par le nouveau président des

USA, en 1985, pour réduire le déficit budgétaire, pas assez massives pour empêcher la hausse des taux d'intérêt mais suffisantes pour provoquer un sérieux ralentissement conjoncturel en 1986. » Par ailleurs, selon lui, « le FED (Banque fédérale), évitera que la tension sur les taux d'intérêt ne devienne insupportable en pratiquant une politique monétaire relativement accommodante, dont la contrepartie sera le retour de l'inflation outre-Atlantique ».

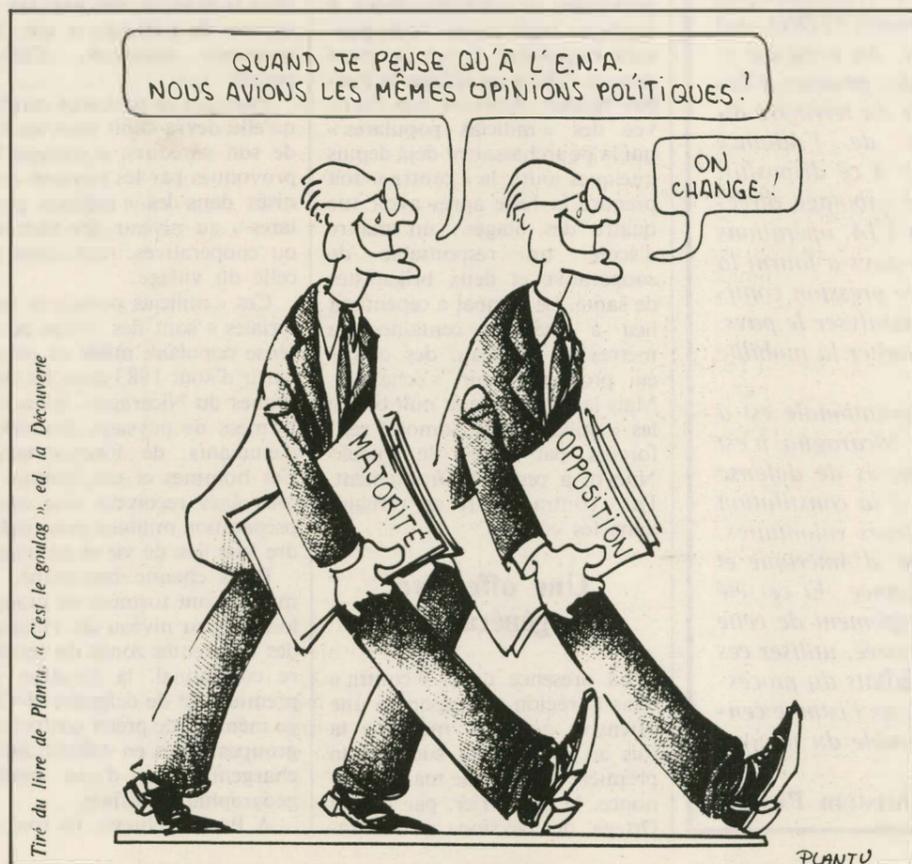
Tout le monde prévoit en effet un ralentissement de la croissance américaine, au plus tard en 1985. Le rôle de locomotive des Etats-Unis cessera donc plus tôt que prévu, sans que la reprise européenne puisse réellement prendre le relais. Cette locomotive a dès lors pour caractéristique de laisser les wagons sur place, comme le constate l'INSEE : « L'impact de la politique américaine sur la croissance européenne est donc relativement moins fort que ce qu'on aurait pu attendre a priori. »

Sur la corde raide

Pour la politique gouvernementale, l'année 1985 va donc être consacrée à un réglage fin, cherchant à éviter deux écueils symétriques. Il faudra de l'austérité, mais pas trop afin de ne pas créer les risques d'une mobilisation ouvrière d'envergure et afin de ne pas s'enfoncer dans la récession. En même temps, il faudra être compétitif pour engranger les profits à l'exportation et donc continuer à peser sur les coûts salariaux. Durant toute cette période, la dévaluation va constituer une tentation permanente : le passage à l'acte dépendra de l'évolution relative des autres monnaies et des rapports entre les classes dans l'Hexagone.

Cette politique ne représente pas une sortie de crise. Les contradictions sont étirées dans le temps et, comme le souligne *l'Expansion*, « le problème de l'éclatement du dispositif sera reporté... en 1986 ».

Maxime Durand



Tiré du livre de Plantu, « C'est le goulot », éd. Le Découverte

Nicaragua: l'an cinq de la révolution

Le 19 juillet, le Nicaragua a fêté le cinquième anniversaire de l'insurrection populaire qui renversa la dictature de Somoza. Cet événement a donné le coup d'envoi d'un véritable processus de révolution sociale, de transformation profonde des conditions d'existence du peuple de ce pays, de rupture avec la domination capitaliste internationale.

Cette révolution, c'est en effet tout d'abord la conquête de la dignité et de la souveraineté. L'accès à la santé, au travail, à la terre, à l'éducation, transforme la vie quotidienne d'une population auparavant privée de tout droit, réduite à une misère extrême et à l'analphabétisme.

Non, le Nicaragua n'est pas devenu le « goulag tropical » que dénoncent les apôtres du « monde libre ». Comment, d'ailleurs, parler de « totalitarisme » alors que le Front sandiniste distribue massivement des armes au peuple pour s'opposer aux provocations de la contre-révolution ? En octobre 1983, après l'invasion américaine de l'île de Grenade, 150 000 à 300 000 armes ont par exemple été fournies aux milices territoriales chargées de la défense de tous les points stratégiques du pays. Comment parler de « goulag », alors que le régime ne craint pas de se soumettre au verdict des urnes, en préparant des élections générales pour le 4 novembre prochain, élections auxquelles tous les partis légaux pourront se présenter, avec l'aide d'une subvention de l'Etat ? En l'occurrence, ce sont les formations bourgeoises qui craignent de faire la démonstration de leur faible appui populaire puisque la plupart d'entre elles ont d'ores et déjà annoncé leur intention de boycotter la consultation.

En réalité, les campagnes contre le Nicaragua ne servent qu'à justifier l'offensive des Etats-Unis pour renverser un pouvoir qui menace leur domination dans une zone d'importance stratégique. Depuis des lustres, Washington a garanti ses intérêts en Amérique centrale en y installant des dictatures à sa solde et en n'hésitant pas à y intervenir directement. Ce qui faisait dire à Reagan, le 10 mars 1983 : « La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre quatrième frontière. »

Pour assurer la sécurité de cette « frontière », la Maison-Blanche finance et équipe des milliers de contre-révolutionnaires. Les attaques de la « contra » se développent à partir de trois secteurs. Au nord, ce sont les ex-somozistes, basés au Honduras et regroupés par les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), qui multiplient les actions de harcèlement. Au nord-est et le long de la côte atlantique, opèrent des groupes d'Indiens Miskitos. Enfin au sud, à partir du territoire du Costa Rica, agissent les troupes de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE). A ce dispositif, il convient d'ajouter les opérations de sabotage directement menées par des groupes de la CIA, opérations dont le minage de l'accès des ports du pays a fourni la plus récente illustration. A travers cette pression continue, il s'agit pour l'impérialisme de paralyser le pays, d'asphyxier sa vie économique et de limiter la mobilité des milices populaires.

Plus que jamais, la solidarité internationale est à l'ordre du jour pour montrer que le Nicaragua n'est pas seul. En octobre dernier, les Comités de défense sandinistes (CDS) lançaient un appel à la constitution de brigades internationales de travailleurs volontaires. Des centaines de brigadistes d'Europe, d'Amérique et du Japon y ont déjà répondu cette année. Et cet été marque un temps fort dans le développement de cette forme de soutien. Il faudra, dès la rentrée, utiliser ces expériences afin de populariser les résultats du processus révolutionnaire qui se développe dans l'isthme centre-américain et d'y sensibiliser l'ensemble du mouvement ouvrier.

Christian Picquet

Le peuple contre la «contra»

Pierre Gerbouin, Christophe Maldidier et Pascale Réiole, trois agronomes français travaillant depuis plus d'un an dans le secteur de la réforme agraire dans le nord du Nicaragua, nous ont fait parvenir leur témoignage. Ils relatent la vie quotidienne de la population rurale face aux provocations des forces pro-impérialistes.

Vendredi 24 avril, à Pueblo Nuevo : deux mille paysans marchent lentement. Une longue procession traverse le village. Ils sont venus de tous les hameaux voisins, parfois après deux heures de marche, pour parcourir le chemin de croix, lors de la semaine sainte. C'est une des traditions religieuses encore très vivaces au Nicaragua.

Un mois plus tôt, cette procession eut été difficile : un groupe de « contras » faisait alors une incursion dans la commune. Peu sont les paysans qui se seraient déplacés à cette occasion.

Pueblo Nuevo est une commune de quinze mille habitants, située dans l'ensemble montagneux du Nord-Ouest, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Honduras.

Le vendredi 16 mars, un groupe de cinq cents hommes armés, en provenance de communes situées plus au nord, envahit le hameau de Los Hatillos. Ils arrivent avec plusieurs otages, séquestrés dans un hameau voisin, réunissent la population sans défense et se mettent à choisir une douzaine de jeunes hommes qu'ils destinent à porter leur cargaison d'armements, de provisions, et, ultérieurement, à rejoindre leurs rangs. Trois paysans réussissent à s'enfuir pour donner l'alerte au village de Pueblo Nuevo. Alarmée par l'arrivée des « milicias populares » qui la pourchassaient déjà depuis quelques jours, la « contra » doit prendre la fuite après avoir tué quatre des otages : un maître d'école, un responsable de coopérative et deux brigadistes de santé. Le combat a cependant lieu à quelques centaines de mètres du hameau, des otages en profitent pour s'échapper.

Mais la tombée de la nuit oblige les « milicias » de Somoto, renforcées par celles de Pueblo Nuevo, à cesser l'affrontement. La « contra » part se réfugier dans les collines.

Une offensive générale

La présence de la « contra » dans la région correspond à une offensive générale, menée à la fois au nord et au sud, dès la première semaine de mars. L'annonce, le 21 février, par Daniel Ortega, des élections au Nicara-

gua pour le 4 novembre 1984 et la discussion au Congrès nord-américain d'un nouveau crédit de vingt et un millions de dollars pour continuer à appuyer la lutte armée des somozistes ne sont sans doute pas étrangères à la date de cette offensive.

Leurs objectifs sont toujours, à défaut de pouvoir libérer un petit morceau de territoire, de prendre un village (avec les répercussions internationales et nationales que cela peut avoir), de détruire les réalisations de la révolution (écoles, coopératives, etc.), de diffuser la propagande antisandiniste, de tuer les responsables des organisations de masse, des institutions de l'Etat, et parfois simplement de semer la terreur dans les campagnes.

Le groupe de « contras » qui pénètre dans la commune de Pueblo Nuevo n'était pas en mesure d'atteindre certains de ces objectifs. Il était pourchassé par les « milicias populares » et les bataillons de l'armée. Durant cinq jours, la « contra » tentera d'éviter les affrontements avec la défense locale, paraissant chercher refuge dans les montagnes ou vouloir quitter la zone. Lors de son passage dans les hameaux, elle continue d'enlever, sous la menace, des paysans qui servent de porteurs et qui, à la première occasion, s'échapperont.

Pourtant ce sont sept combats qu'elle devra subir tout au long de son parcours, à chaque fois provoqués par les paysans organisés dans les « milicias populares » au niveau des hameaux ou coopératives, renforcés par celle du village.

Ces « milicias populares territoriales » sont des unités de défense populaire mises en place à partir d'août 1983 dans les communes du Nicaragua. Elles sont formées de paysans, d'ouvriers, d'étudiants, de fonctionnaires... Ces hommes et ces femmes de tous âges reçoivent une courte préparation militaire pour défendre leur lieu de vie et de travail.

Dans chaque commune, ces milices sont formées de groupes localisés au niveau du village et de différentes zones du territoire communal. La fonction des premiers est de défendre le village même et de prêter renfort aux groupes situés en dehors, qui se chargent, eux, d'une portion géographique définie.

A Pueblo Nuevo, ils sont six



cents : deux cent cinquante au village et trois cent cinquante dans la campagne, répartis en seize groupes de paysans qui assurent la vigilance quotidienne et la défense. Six sont liés à des coopératives de production (CAS) et dix à des hameaux.

Les principales cibles : les coopératives

Les coopératives regroupent des paysans travaillant en commun des terres confisquées, situées généralement à l'écart des hameaux. Elles sont les cibles privilégiées de la « contra » qui voit en elles le symbole de la révolution dans les campagnes.

Les coopérateurs sont donc obligés d'organiser leur autodéfense : se préparer militairement ; travailler dans les parcelles l'arme à l'épaule ; construire des abris et des tranchées ; garder, la nuit, les bâtiments et le matériel de la coopérative. Tout cela de façon volontaire et bénévole.

Comme le dit Venecio du CAS « Manuel Diaz y Sotelo » : « Nous autres, on ne nous paye pas pour ça. » Dans cette coopérative, un temps considérable est dédié à l'autodéfense, temps qui n'est pas consacré à la produc-

tion. Ils sont prêts à assumer le risque de se retrouver encerclés par une bande de plus de deux cents « contras » et assurer dans ces conditions la défense de leur collectif.

Contrairement aux coopératives de production, ce ne sont pas les bâtiments, le matériel et des coopérateurs qu'il s'agit de protéger dans les hameaux. La milice doit empêcher la « contra » d'investir le territoire du hameau, assurer la protection du CDS (comité de défense sandiniste), de la coopérative de crédit et de service, de l'éducation, de la santé... et la vie même des paysans qui sont parfois enrôlés de force par la « contra ».

Cette surveillance permet en plus la venue des techniciens agricoles ; des infirmières et autres travailleurs des institutions de l'Etat jusque dans des zones reculées sans que cela constitue un risque démesuré pour leur vie.

La stratégie des sandinistes est de constituer un tissu serré de « milicias populares », dispersées dans le territoire qui empêcheront les bandes de « contras » de mener leurs activités meurtrières. Il y a seulement un an, on ne comptait aucun hameau où était présente cette défense populaire. Aujourd'hui, dix brigades sont constituées, depuis que la « contra » s'est mise à circuler dans la région.

Dans certains hameaux, les paysans hésitent toujours à prendre une arme. C'est, selon eux, attirer la « contra » en quête de « milicianos » : ils préfèrent encore tenter de s'enfuir le moment venu. Ils voient les attaques de la « contra » comme une guerre dont ils ne comprennent pas les tenants et les aboutissants ; elle leur fait peur. Leur intégration à la révolution, qui s'est manifestée pour eux jusqu'à maintenant principalement par la croisade nationale d'alphabétisation (1980), l'accès au crédit agricole et aux services gratuits de la santé et de l'éducation, ne les a pas encore amenés à organiser leur propre défense. Ils comptent sur les « compas » pour cela. Eux se chargent de continuer à produire les grains de base (maïs et haricots) indispensables à leur survie.

Lors des derniers combats, ils se cachaient dans leur maison et certains envoyaient leur femme et leurs enfants vers le village, tandis que tonnaient les mortiers.

Pourtant, pour ceux qui prennent conscience que la vie de leurs enfants est en jeu — « La contra, ce sont des bébés, ils tuent des femmes, des enfants, des vieux » — ou que ce sont leurs enfants qui bénéficieraient de ce qu'offre la révolution et sa réforme agraire — « Maintenant,

nous, on a une école dans le hameau » — ou bien encore qu'ils ont l'occasion de devenir les véritables acteurs du changement économique et social — « Aujourd'hui, on existe pour eux » — alors l'organisation de leur défense devient plus évidente.

Dans certains cas, intervient aussi la conscience qu'ils avaient de leur marginalisation politique, économique et culturelle sous Somoza, leur participation à la guerre de libération, la prise de responsabilités de plus en plus grande au sein de la coopérative (CCS) et des organisations de masse.

Il en est de même des ouvriers agricoles de la ferme d'Etat (APP : Area de propiedad del pueblo) du Chaguaiton.

La « contra » ne cessera d'être localisée

Toutes ces structures de défense se sont mobilisées pour les combats de fin mars. Après l'incursion de la « contra » aux Hatillos, tous les groupes de « milicianos » sont en alerte. Dès que la bande entrera dans leur zone, une partie sera chargée de rester sur place, et l'autre, renforcée par la « milicia » du village, d'attaquer.

Par le témoignage des séquestrés échappés ou celui des pay-

sans des hameaux qui, immédiatement, vont prévenir le village, la « contra » ne cessera d'être localisée. Ses déplacements seront ainsi plus ou moins anticipés.

Le rôle de Pueblo Nuevo est donc plus particulièrement l'envoi d'éventuels renforts, la coordination de l'ensemble de la défense, sans oublier la protection du village même, au cas où la « contra » semble vouloir s'approcher.

La « contra », juste après le combat de Los Hatillos, se divise en deux groupes. L'un se dirige vers la frontière, l'autre, cherchant sans doute à s'installer dans la zone, tente de rejoindre au plus vite la montagne du Morro. En passant au large de la coopérative « Manuel Diaz y Sotelo » ils tombent dans une embuscade tendue par les « milicianos ». Mais ils parviennent encore à s'échapper. Ils traversent alors le hameau de San José où ils enlèvent six paysans qu'ils trouvent sur le chemin, et, après quelques heures de repos, ils reprennent leur marche de nuit. Le lendemain, à leur passage dans une hacienda privée, de nouveau ils enlèvent sous la menace un petit groupe d'ouvriers agricoles, après avoir pillé les cuisines.

En arrivant dans les hauteurs, ils sont surpris par les « milicianos » de la commune voisine de Limay et décident de rebrousser chemin.

Ils retombent ainsi dans la zone de défense de Pueblo Nuevo et ne retrouveront la sortie que deux jours plus tard, après avoir essuyé trois nouveaux combats. A aucun moment, ils ne parviendront à faire un rempart suffisamment efficace de leurs otages pour esquiver l'affrontement. D'ailleurs, ces derniers trouveront souvent moyen de leur échapper. Les cinquante-huit séquestrés ont dû marcher sous de lourdes charges, sans manger durant plusieurs jours.

Une commune préparée

Cette défense n'a pas toujours été aussi efficace. Voici seulement un an, la campagne n'était pas armée, les fusils n'avaient pas été distribués, les paysans n'étaient pas organisés. Les risques d'agression semblaient faibles à Pueblo Nuevo, la population n'y croyait pas : « Ici, ils ne viennent pas », disait-on. A cette époque, les « milicias populares » n'étaient pas prises au sérieux, les quelque cent cinquante « milicianos » de la commune — surtout des jeunes militants des organisations de masse du village et quelques leaders paysans — ne recevaient même pas d'entraînement et ne possédaient pas d'armes, mis à part quelques vieux fusils. Beaucoup résumaient ainsi la situation : « Maintenant, c'est pas la peine... pourquoi j'irais dans les milices ?... d'accord ! si un jour ils

viennent par ici, on prendra le fusil. »

A partir du mois de juin 1983, la situation commence à changer : la « contra », par petits groupes, descend dans quelques hameaux éloignés ; elle profite de la quasi-inexistence d'une défense organisée pour essayer de se créer des bases parmi la paysannerie. Sa tactique est de convaincre avec de l'argent, des vêtements, de la nourriture... Dans plusieurs hameaux, elle réunit la population et distribue des tracts. Fin juillet, la situation se dégrade encore : le vendredi 29, aux environs de minuit, la cloche du village sonne, une partie de la population se regroupe sur la place : une information circule, la « contra » serait en train de se diriger vers le village. La « milicia » voisine de Condega, beaucoup mieux organisée, doit intervenir ; des combats violents auront lieu dans la montagne du Chorro, puis dans celle du Morro, où plusieurs « milicianos » tomberont. Un mois et demi plus tard, le « Pueblo » sera encore frappé par la mort d'autres jeunes « milicianos », dans un combat tout proche. Face à cette nouvelle réalité se met peu à peu en place le système de défense actuel : naissance progressive de groupes de « milicianos » sur le territoire, d'abord dans les CAS, puis dans les hameaux ; début d'une préparation aux techniques de la défense locale ; remplacement des vieux fusils existants et distribution généralisée de nouveaux fusils aux « milicianos » ; mise en place d'une coordination au niveau de toute la commune.

Lorsque la « contra » revient massivement, en mars 1984, elle entre cette fois dans une commune préparée qui la chassera en quelques jours. Cette déroute lui cause cinquante-sept morts, tandis que les habitants de la commune ne comptent que deux blessés et deux séquestrés qui, un mois plus tard, n'étaient pas encore revenus. Ce bilan très favorable n'a pas pour origine la seule défense de Pueblo Nuevo. La présence des « milicias populares » à Limay, Condega, San Lucas, Somoto, que n'ignorait pas la « contra », rendait impossible sa fuite anticipée, après sa surprise devant le harcèlement qu'elle subissait.

La « contra » était tombée dans un réseau serré de défense qu'elle méconnaissait et qui allait la désorienter. Contrainte de réaliser des séquestrations qu'elle a finalement mal contrôlées et de tuer certains otages, elle s'est donnée aux yeux des paysans encore indifférents une image défavorable.

Cependant, dans d'autres conditions — une « contra » mieux informée et mieux préparée — l'efficacité de la réponse populaire aurait été plus réduite. Elle pêche encore par la faiblesse de la préparation reçue, l'irrégularité de la participation

aux entraînements, le nombre encore réduit de « milicianos », l'existence de nombreux hameaux encore inorganisés.

Tout cela est dû non seulement à la jeunesse des « milicias populares », mais aussi au manque de cadres — « milicias », organisations de masse, FSLN, syndicats — à l'insuffisance de leur expérience et de leur formation qui se traduit par l'absence d'un bon travail politique de base.

Le dernier passage de la « contra » va sans doute favoriser la naissance de plusieurs groupes de « milicianos » dans les hameaux. Ainsi à Los Hatillos, quelques paysans ont décidé d'organiser leur unité de défense. D'un autre côté, la peur a parfois des conséquences négatives : c'est le cas de certains séquestrés qui ont abandonné leur hameau pour le village, de paysans qui se plaignent que la révolution a amené un état de guerre, ou qui se refusent à prendre des responsabilités dans leur hameau par peur de servir de cible à la « contra ».

Le bon choix politique et militaire

L'échec de la « contra » à Pueblo Nuevo fait partie de l'échec généralisé de la dernière offensive, la plus grande depuis le triomphe. Des huit mille hommes rentrés au Nicaragua, six cents ont été tués et trois cents blessés. Les groupes de combat ont été désorganisés et en partie repoussés vers le Honduras. La défense populaire locale a fortement contribué à ce succès, au côté de l'armée de métier. C'est là que prend toute sa signification le slogan : « Todas las armas al pueblo » (Tout le peuple en armes). Le peuple, bénévolement et volontairement, prend en mains la défense des transformations sociales, économiques et culturelles que vit le pays. La stratégie des sandinistes qui ont démantelé la Garde nationale de Somoza dès la victoire du 19 juillet 1979 et créé parallèlement à une petite armée de métier (vingt à vingt-cinq mille hommes), une structure populaire, s'avère un bon choix politique et militaire.

Avec plus de deux cent mille hommes et femmes armés, avec environ 750 000 participants aux organisations de masse, prêts à défendre la révolution, l'expérience du Guatemala en 1954 ou du Chili en 1973 a peu de chances de se reproduire au Nicaragua. Les « milicias populares territoriales » constituent peu à peu un réseau infranchissable pour la « contra » au nord comme au sud.

Un paysan de Pueblo Nuevo conclut : « Jamais on ne les laissera revenir... la révolution continuera d'avancer. »

Pierre Gerbouin
Christophe Maldidier
Pascale Réiole

NOUVELLE - CALEDONIE

La démission d'un député kanak

Le 28 mai, l'Assemblée nationale a adopté un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, rejetant les propositions du Front indépendantiste et niant le droit à l'autodétermination du peuple kanak. A la suite de ce vote, le député kanak, Roch Pidjot, a démissionné du groupe parlementaire socialiste.

Nous reproduisons ici de larges extraits d'un article de l'Avenir calédonien, journal de l'Union calédonienne (l'une des formations du Front indépendantiste), qui explique cette décision.

Roch Pidjot, qui est député depuis vingt ans — il a été élu pour la première fois le 10 juin 1964 et a toujours été réélu jusqu'à présent — vient de rompre avec le groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

En juin 1981, après l'élection de François Mitterrand, l'Assemblée nationale a été renouvelée, donnant une large majorité au parti du président Mitterrand. C'est à cette date, en juin 1981, que l'Union calédonienne a demandé au député Pidjot de s'apparenter au groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

1. Pourquoi l'Union calédonienne avait demandé à Roch Pidjot de s'apparenter au groupe socialiste ?

Si nous employons le mot « apparenté », c'est pour dire que Pidjot ne fait pas partie du Parti socialiste, mais il s'intègre au groupe socialiste de l'Assemblée nationale pour travailler avec et avoir son appui pour les questions qui nous concernent. Il faut rappeler que l'Union calédonienne et le Front indépendantiste avaient fait voter pour François Mitterrand en 1981 car, en 1979, la mission du Front indépendantiste avait rencontré le Parti socialiste et le Parti communiste qui avaient soutenu les principales revendications du Front indépendantiste.

Voici un extrait de la lettre que le candidat François Mitterrand a envoyée à Roch Pidjot avant mai 1981 : « Ces dernières années nous ont vus côte à côte dans tous les combats contre les manifestations du colonialisme, de l'oppression et de l'arbitraire. Nous continuerons. A cette fin, nous étudierons en commun, dans les deux mois qui suivront mon élection à la présidence de la République, les conditions à réaliser pour que la population de la Nouvelle-Calédonie soit en mesure d'affirmer son caractère propre. »

Cette lettre faisait suite à la déclaration commune faite le 9 novembre 1979 par le Parti socialiste et le Front indépendantiste et dont voici un extrait : « Le Front indépendantiste a exprimé la juste revendication d'indépendance du peuple kanak et sa volonté de garantir les droits fondamentaux de l'Homme dans l'indépendance. Le Parti socialiste a exprimé sa pleine solidarité au Front indépendantiste dans la lutte qu'il mène contre la politique de la droite et il a réaffirmé sa volonté de soutenir et de garantir le droit du peuple kanak à décider de son avenir. » (...)

Enfin, voici un extrait de la question posée le 23 novembre 1979 par François Mitterrand (il était député à l'époque) au ministre de l'Intérieur du gouvernement Giscard : « La population d'origine est donc écartée des principales responsabilités, bien

Une délégation du Front indépendantiste s'adressant aux participants du rassemblement de la LCR, en mai dernier au Bourget



que — cela ressort des dernières élections — elle dispose d'un grand crédit. Le député, notre collègue Pidjot, a conduit la délégation du Front indépendantiste qui s'est rendue à l'Organisation des nations unies et, récemment, en France, pour nous exposer, ainsi qu'aux différentes formations politiques et syndicales, les problèmes qui se posaient autour des termes de l'indépendance.

« La population kanaque, me direz-vous, est ethniquement aujourd'hui minoritaire en Nouvelle-Calédonie. C'est possible ! Mais un tel argument n'est pas suffisant quand on sait comment a été facilitée l'immigration importée à la fois de la métropole et des pays voisins. Mais il faut tenir compte du fait que la totalité des pays du Pacifique — y compris l'Australie —, consultée par le Front indépendantiste, a donné sa caution à la revendication d'indépendance.

« Nous allons donc nous trouver confrontés à une situation que je vous annonce comme devant être, le cas échéant, extrêmement tendue et peut-être dangereuse. Dans quelle mesure faut-il consentir aux revendications du Front indépendantiste ?

Vous l'appréciez. Nous, en tant que Parti socialiste, nous avons déjà pris position... ! »

2. Pourquoi, aujourd'hui, Roch Pidjot quitte le groupe socialiste de l'Assemblée nationale ?

(...) La démission du député Pidjot intervient après le vote de l'Assemblée nationale sur le statut Lemoine. Aucune des propositions qu'il a faites n'a été retenue.

Après le vote de l'Assemblée des deux projets relatifs à la Nouvelle-Calédonie, la mission du Front indépendantiste, représentant du peuple kanak, constate que ces questions n'ont pas suscité beaucoup d'intérêt de la part des députés. La présence de huit députés au début des débats sur 488 montre le peu de considération ou même le mépris que les représentants de l'ensemble du peuple français manifestent envers le peuple kanak. (...)

Le député Roch Pidjot, seul représentant du peuple kanak, ne disposait que de

huit minutes pour la déclaration préalable et aucun temps ne lui fut accordé par son groupe pour l'explication de vote, alors que les adversaires du peuple kanak disposaient de tout le temps nécessaire pour exposer leur façon de voir et de faire le bonheur de ce peuple. (...)

Le résultat du vote final a été : 7 voix pour, 6 contre et 3 abstentions. Le Front indépendantiste constate que 17 députés ont décidé, à mains levées, de l'avenir du peuple kanak. Avant le vote, le député Pidjot, au nom du Front indépendantiste et du peuple kanak, avait déclaré : « L'Assemblée nationale, en rejetant les amendements et propositions que j'ai faites au nom de mon peuple, refuse de prendre en compte l'exercice de ses droits. C'est pourquoi le peuple kanak, fort de son droit inné et actif à l'indépendance, fort de son droit à l'autodétermination, devra procéder lui-même à la décolonisation qu'on lui refuse avec toutes les conséquences que cette décolonisation unilatérale entraînera. »

Extrait de l'Avenir calédonien du 8 juin 1984

BOLIVIE

Le recul du pouvoir

Deux ans après l'accession au pouvoir de Siles Zuazo et confronté à une brutale offensive d'austérité, le mouvement ouvrier bolivien a vu croître sa force et sa détermination. Il vient de remporter une éclatante victoire en contraignant le gouvernement à un premier recul.

Après des mois de grèves, de manifestations, et de négociations entre le gouvernement de l'Union démocratique populaire (UDP) et la Confédération ouvrière bolivienne (COB), la balance vient de pencher en Bolivie du côté des revendications populaires. Le 8 juillet, le gouvernement a accepté de décréter un moratoire indéfini de la dette, et de garantir le pouvoir d'achat des travailleurs.

Pour limitée qu'elle soit dans un pays en pleine crise économique, en butte aux pressions de l'impérialisme et aux menaces de coup d'Etat militaire, cette victoire montre que les ouvriers et les paysans affirment de

plus en plus fermement leur refus des attermoissements des politiciens réformistes.

La pression du FMI

Personne ne s'accorde sur le montant exact de la dette bolivienne envers les banques privées occidentales. On parle de 3,5 milliards de dollars. Engagé dans la spirale infernale des renégociations et rééchelonnements, le gouvernement, au bord de la banqueroute, est de fait entré en cessation de paiement dès le mois de mars. Le fardeau est devenu impossible à supporter pour le pays le plus pauvre d'Amérique latine et l'un des plus dépendants des ex-

portations de matières premières. Le prix des minerais exportés a baissé de plus de 20 % en 1983 et la Bolivie est aujourd'hui dans la récession. Le PNB a chuté de 13 % en 1983, l'inflation galope, le déficit budgétaire est considérable.

Pour condescendre à la renégociation, le Fonds monétaire international (FMI) a présenté ses habituelles « mesures d'assainissement ». Plusieurs fois, le président de la République, Hernan Siles Zuazo, élu en octobre 1982, a cédé. En novembre dernier, il a présenté, sous la forme d'une vingtaine de décrets, un « plan de stabilisation et de développement ». En avril, il a lancé une nouvelle série de mesures d'austérité. Il avait auparavant pris soin de s'assurer une caution en élargissant la coalition gouvernementale jusque-là constituée du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I), le parti du chef de l'Etat, du Parti communiste (PCB) et de la Démocratie chrétienne.

En réintégrant au gou-



Hernan Siles Zuazo

vernement le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), une formation réformiste de gauche qui avait claqué la porte en janvier 1983, le MNR-I et surtout le PCB espéraient ainsi partager la responsabilité des mesures inacceptables pour l'immense majorité d'une population déjà soumise à un appauvrissement catastrophique. Ces mesures signifiaient en effet une augmentation d'au moins 300 % du prix des produits de première nécessité, des transports et des services publics, par l'arrêt des subventions et la dévaluation du peso. Tout cela étant complété par le gel des salaires.

Une bonne partie du MIR a encaissé, mais Walter Delgadillo, nouveau ministre du Logement et de l'Urbanisme, dirigeant du secteur ouvrier de ce parti, démissionna, provoquant pratiquement une scission en son sein. Les contradictions n'épargnent pas non plus le PCB, partagé entre les ministères des Mines et du Travail — où ses représentants ont signé les décrets d'austérité —, et la COB — où ses militants ont assisté à la réunion d'urgence convoquée par la direction pour préparer la riposte aux mesures. Il n'a pu en tout cas contrôler et s'opposer au mouvement massif de protestation que les décrets ont immédiatement déclenché chez les travailleurs.

Continuité de mobilisation

Les derniers mois ont vu la multiplication des réactions ouvrières à ces attaques : grèves de la faim, marches de protestation, blocage des routes, grèves sectorielles (dans les transports, les banques, les administrations, l'industrie pétrolière), grèves générales de trois jours lancées à plusieurs reprises par la COB après l'annonce des mesures. Début juillet enfin, un

moyen commode pour Siles Zuazo de justifier sa veulerie, s'il favorise également les attaques de la droite contre les grèves, il reste qu'un secteur de l'armée représente un danger réel. La récente tentative de coup d'Etat et l'enlèvement durant plusieurs heures du président de la République l'ont prouvé. Il faut en outre compter avec les partis réactionnaires (Action démocratique nationaliste de l'ancien dictateur Banzer, MNR-H de Paz Estenssoro), qui réclament des élections anticipées, ainsi qu'avec le secteur privé qui menace de lockouter les entreprises.

Un réel débat traverse le mouvement ouvrier et le divise. Il concerne les moyens de lutte et les possibilités qui s'offrent à lui à travers la grève. Cependant, trois jours après s'être mobilisée pour soutenir le gouvernement menacé de renversement le 30 juin et sous la pression de ses secteurs radicalisés, la COB a appelé à la grève générale contre la politique économique de ce même gouvernement, montrant un net refus, de la part de sa base ouvrière, de l'im-passe réformiste.

Mais la victoire remportée — augmentation de 130 % des salaires, subvention accordée au prix des sept produits de base, moratoire de la dette jusqu'à la restauration des finances publiques — reste fragile, menacée aussi bien par la détérioration de l'économie que par les pressions du FMI.

S. Joanny



Les mineurs, secteur traditionnellement à l'avant-garde de la classe ouvrière bolivienne.



L'enlèvement récent du président de la République montre que les menaces de putsch persistent



POLOGNE

Entretien avec Jacky Challot

Jacky Challot, militant du syndicat CFDT des finances a été arrêté le 28 mars dernier en Pologne, lors d'un voyage de solidarité. Condamné à deux ans de prison et au paiement d'une forte amende, il vient d'être libéré, à la suite du versement d'une caution. Il nous relate ses trois mois de détention dans les prisons de Jaruzelski.

● Comment s'est passée ton arrestation ?

Un des douaniers a remarqué que l'espace réservé au chargement était plus court que la caisse de la camionnette. Après une discussion entre eux — certains étaient partisans de me laisser partir, alors que d'autres s'accrochaient —, ils m'ont fait mettre la camionnette à l'écart, puis une équipe de « spécialistes » a forcé la planque. Cela a duré un bon moment. Quand ils ont trouvé les machines, ils m'ont encore fait attendre, puis une équipe de télévision et des flics en civil sont arrivés. Enfin, après avoir filmé le matériel — la télévision n'a passé le film que plusieurs semaines plus tard — ils m'ont emmené au siège de la milice de Swinoujscie. Tout cela avait bien duré une demi-journée.

● Comment essayaient-ils de te faire parler ?

Ils n'ont jamais employé la violence et ne m'ont même jamais menacé physiquement. Ils insistaient par contre beaucoup sur les cinq ans que je devrai passer en taule, sur le mal que je faisais ainsi à mes proches, etc. Les flics essayaient de me mettre en confiance, me posant des questions sur la France, insinuant que je ferais mieux de m'occuper de ce qui se passe en Lorraine. Ils tentaient de trouver un terrain sur lequel la discussion puisse s'engager afin de m'amener à parler du sujet qui les intéressait. Finalement, je n'ai été interrogé qu'une dizaine de fois durant tout mon séjour...

● Et la prison ?

D'abord j'étais dans une petite cellule avec un prisonnier de droit commun qui parlait allemand. C'était un petit chef d'abattoir, qui avait mis sur pied un gros trafic de viande. Ce qui est drôle, c'est que les droits communs m'ont toujours posé la même question que les flics : « Combien ça rapporte, ton business ? »

Ils n'arrivaient pas à s'imaginer qu'on puisse avoir d'autres motifs que l'argent ! Ce premier détenu m'a permis de comprendre les règles qui régissent la vie

carcérale, et aussi les moyens de les contourner. Car le règlement assez strict n'est pas vraiment appliqué. Les matons cherchaient avant tout à éviter les ennuis avec les supérieurs, mais aussi avec les détenus...

● Qui étaient les autres détenus ?

J'étais toujours avec des droit commun. Beaucoup d'entre eux étaient des jeunes, dont nombre de militaires incarcérés pour désertion (certains n'ont été pris qu'à la frontière tchécoslovaque-autrichienne !) ou pour avoir cassé la gueule à des officiers.

Pendant un moment, dans la cellule d'en face, il y avait un dirigeant de Solidarnosc de Gorzow, Edward Borowski. J'ai pu discuter un peu avec lui grâce au système de communication des prisonniers et durant les promenades. Avant le 1^{er} mai, j'ai croisé d'autres accusés politiques, arrêtés préventivement, ou pris en possession de tracts. Eux comprenaient très bien mon action. Cela dit, les droit commun avaient tous, en général du respect pour Solidarnosc ; ils étaient tous contre le régime. La diffé-



Jacky Challot, en famille, à son retour de France.

rence, c'est que leur discours était celui de la révolte pure sans structure politique. Toutes les nuits, dès l'extinction des feux, la prison résonnait de cris du genre « A bas le régime ! ». Une autre différence, c'est que les droit commun disaient tous chercher des issues individuelles. Ils ne croyaient pas à la lutte menée en commun, bien que, dans la prison, tous se soient serrés les coudes.

● Tu as dit que tous con-

tournaient le règlement. En quoi cela consistait-il ?

Tout le monde avait des objets personnels en principe interdits. J'ai entendu dire qu'avant les fouilles certains gardiens prévenaient les prisonniers, voire même acceptaient de rendre des petits services pour cacher ces objets. De même, on se faisait du thé, en utilisant un système de fortune qui, branché sur l'ampoule, faisait résistance pour chauffer de l'eau.

● Comment se passaient tes journées ?

Le réveil était à 6 h 30, puis on recevait un ersatz de café, 500 grammes de pain et de la margarine. La promenade avait lieu le matin. Vers 14 heures, on nous donnait de la soupe à l'eau et un plat à base de patates, du riz, de la semoule où des pâtes avec une sauce farineuse, le tout accompagné d'un soupçon de viande. Ils osaient appeler cela « goulash » ! Le soir on avait en-

core du « café » et une soupe au lait. Jamais de fruits ou de légumes frais...

En principe, on avait droit à la douche une fois par semaine, mais les installations étaient vétustes et souvent en panne. Dans les cellules on n'avait que de l'eau froide.

● Une dernière question : si tu devais refaire ce qui t'as conduit en prison, tu hésiterais ?

Non, pourquoi ?

Propos recueillis par Cyril Smuga.

Solidarité avec le KOR

Cinq cents militants se sont rassemblés, le 12 juillet, devant l'ambassade de Pologne à Paris,

pour protester contre l'ouverture du procès du KOR. Cette initiative, organisée par le collectif Solidarité avec Solidarnosc, était soutenue par la LCR, les JCR, LO, le PCML, l'UTCL, la LOR et le PCI. Pendant près d'une heure, les participants ont scandé des slogans tels que « Libère Kuron et ses camarades » et « Solidarité vit et vivra ». Ils se sont séparés après avoir entendu les interventions d'un représentant du collectif et de Zbigniew Kowalewski,

ancien dirigeant syndical de Lodz.

Lors de la prise de parole de ce dernier, les responsables du PCI ont choisi de rompre les accords unitaires préalablement passés et de quitter ostensiblement le rassemblement. Un comportement d'autant plus étonnant et injustifiable qu'à aucun moment, lors des réunions de préparation, les représentants du PCI n'avaient soulevé d'objection sur l'organisation de l'initiative. Le bureau politique de la LCR a demandé par lettre à la direction du PCI des explications sur ce comportement. C. P.

INPRECOR

Le numéro d'été vient de paraître

● Dossier économique

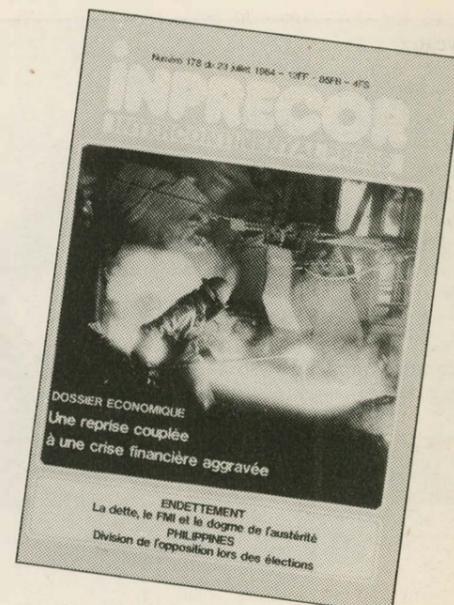
— Un article d'Ernest Mandel sur la reprise économique et la crise financière.

— Le bilan de la réponse néolibérale à la crise du capitalisme turc.

— La dette et la réponse du FMI.

● La situation aux Philippines après les élections truquées de mai 1984.

● Une interview d'un dirigeant indépendantiste de Nouvelle-Calédonie.



HOPITAUX

Une victoire à Toulouse

Les travailleurs du centre hospitalier régional de Toulouse ont remporté une victoire contre les mesures d'austérité, grâce à leur mobilisation déterminée et unitaire. Aujourd'hui, par l'intervention directe de Bérégovoy, c'est une épreuve de force avec le gouvernement qui se dessine. Claude Massoutier, militant CFDT du CHR, a bien voulu répondre à nos questions.

● **Qu'est-ce qui a déclenché la lutte des travailleurs hospitaliers à Toulouse ?**

Ce sont les mesures d'austérité décidées par le conseil d'administration. Ils veulent faire une compression budgétaire de 28 millions de francs. Ce qui équivaut à supprimer cent cinquante postes.

De janvier à juin, ils ont tergiversé, essayé d'obtenir une rallonge. Le ministère a été catégorique. Bérégovoy, par courrier du 4 mai, s'adresse directement à Eckhoutte, vice-président du conseil d'administration du CHR et député socialiste. Faisant référence à « la situation de privilégiés des employés de Toulouse », il lui demande instamment d'appliquer les

quelques mois. Début juin, quand les menaces se sont précisées, une pétition a été lancée à l'initiative du personnel du service urgences rapides (SUR) de l'hôpital de Rangueil. Le personnel appelait à l'unité d'action de tous les syndicats, de tous les syndiqués et non-syndiqués, pour le maintien des acquis.

Une deuxième pétition, à l'initiative d'autres travailleurs, mettait plus durement en cause « les états-majors des syndicats », les sommant de faire l'unité. En quelques jours, la première pétition a recueilli plus de 1 700 signatures, et la deuxième plus de 300. Début juillet, il y avait 3 000 signatures en tout.

Dans le même temps, les travailleurs du SUR appelaient à une assemblée générale du personnel des hôpitaux, le 12 juin, et demandaient aux syndicats d'être

présents. Cette assemblée a réuni 250 personnes qui décidaient de participer, avec une banderole « Unité pour l'annulation des mesures », à la fois à la manifestation de FO, prévue le 13 juin, et au rassemblement de la CGT et de la CFDT le 14.

L'intersyndicale s'est mise en place à partir du 18 juin autour de la revendication : « Annulation des mesures ». L'unité a été imposée par les travailleurs.

La mobilisation s'est amplifiée. La première AG intersyndicale

Deux pétitions exigeant l'unité intersyndicale.

et unitaire (qui a regroupé 2 000 travailleurs) a appelé à une manifestation. Le 28 juin, 5 000 travailleurs hospitaliers (le CHR emploie 9 000 personnes) descendaient dans la rue. Du jamais vu depuis 1968 !

Nous avons appelé à boycotter les nouveaux horaires et déposé un préavis de grève d'une heure par jour. Le 2 juillet, date d'application des nouveaux ho-



raires, la grève a été suivie par 95 % des personnels.

● **Vous avez fini par gagner. Comment cela s'est-il passé ?**

Les travailleurs voulaient en découdre. La direction proposait la suspension des mesures et l'ouverture des négociations. Nous n'en avons pas voulu. Et le 9 juillet, nous étions 2 000 sur le lieu de la négociation. Le protocole d'accord a été refusé aux cris de « annula-

tion, annulation ». Le dirigeant de la CGT s'est fait remettre à sa place quand il a voulu le soumettre au vote. Comme les affaires n'avançaient pas après quatre heures de négociations, les travailleurs sont montés bloquer la porte de la salle de réunion et ont décidé de séquestrer le CA jusqu'à l'annulation.

Ces mecs-là, d'habitude ils refusent

Le 28 juin, 5 000 salariés sur les 9 000 de l'hôpital ont manifesté.

de te recevoir ou ils font trainer les rendez-vous. Cette fois, à 10 heures du soir, ils étaient tous en branle-bas de combat : la préfecture, le ministère et l'administration étaient en contact par téléphone. Les CRS étaient aussi prêts à intervenir... Et puis, le directeur du CHR a annoncé l'annulation des mesures. C'était la victoire !

Propos recueillis par Sonia Folloni le 12 juillet

Bérégovoy contre les grévistes

Le vendredi 13 juillet, Bérégovoy a adressé une lettre au préfet de région, demandant que les négociations aboutissent avant le 31 juillet : « La contrainte budgétaire est une réalité qui s'impose aux CHR comme elle

s'impose à l'ensemble des Français. (...) Je ne permettrai pas que la Sécurité sociale puisse être remise en question par la réapparition des déficits ou par l'acceptation de pratiques laxistes. »

Tiré du livre de Plantu. « C'est le goulag », ed. la Découverte



Ces mesures équivalent à la suppression de 150 postes.

circulaires ministérielles.

Les membres du PS au CA ont voté les mesures en juin.

Pour nous, cela donne des salaires diminués. La prime de nuit passe de 600 francs à 150 francs, la prime d'insalubrité est réduite, les prix de la crèche d'entreprise et du self augmentent, etc. Ce sont aussi de nouveaux horaires qui reviennent à augmenter le temps de travail : réduction du chevauchement entre deux services, suppression du temps de repas compris dans le temps de travail, réduction du temps de nuit, obligeant ceux qui sont de nuit à venir travailler un jour en plus par semaine.

Avec ce nouvel aménagement, l'administration compte supprimer soixante postes, et soixante autres par le non-remplacement des départs à la retraite.

● **Comment s'est faite l'unité syndicale entre la CGT, la CFDT et FO ?**

Les syndicats faisaient du travail séparément depuis

CHIFFRES

5 %

Fameux, ce chiffre de 5 %. Celui de la planche à voile que Jacques Delors fait passer devant nous à la télévision. Il correspondait à la volonté de modérer l'inflation. Mais aussi à une « recommandation » adressée par les pouvoirs publics aux sociétés cotées en Bourse : elles ne devaient pas augmenter de plus de 5 % les dividendes versés à leurs actionnaires, par rapport à ceux versés durant les trois dernières années. Mais il existait, pour eux, une possibilité d'exception. Du coup, lisons ci-dessous...

16 %

Les dividendes versés par les cinquante premières sociétés cotées en Bourse ont fait un bond, en moyenne, de 16 % durant l'année 1983. C'est ce qui ressort d'une étude de la Société générale publiée le 3 juillet par *les Echos*, quotidien proche du CNPF.

Ce journal précisait le calcul : les cinquante premières sociétés ont ainsi distribué, à elles seules, 5,9 milliards de francs. Et cette somme représente, en moyenne, 34,5 % des bénéfices nets déclarés.

Ces bénéfices se sont accompagnés d'une baisse de 4 % en moyenne des investissements réalisés en France...

5 % (bis)

Après avoir annoncé une hausse des prix limitée à 5 % pour l'année 1984, Jacques Delors constate qu'elle sera sans doute située entre 6 et 7 %. Malgré une baisse du pouvoir d'achat durant l'année 1983 ! Selon la doctrine Delors, cela aurait dû « inciter les chefs d'entreprise » à modérer les hausses... Mais l'objectif de 5 % de hausse n'aura pas servi à rien. La preuve, il est « maintenu » pour 1985.

Rectificatif

Le capital de départ de la nouvelle banque Rotschild Paris-Orléans est de 60 millions et non de 60 milliards comme nous l'avons annoncé par erreur la semaine dernière. Cela n'enlève rien aux avantages dont profitera la famille Rotschild en rouvrant ses guichets privés.

Les bons comptes font les bons amis, et les vrais ennemis aussi !

AUX EDITIONS LA BRECHE

Des livres à emporter

Le général des hommes libres

La pensée vivante
de Sandino

A l'occasion du cinquantenaire de l'assassinat de Sandino, les éditions La Brèche présentent ses principaux écrits et sa correspondance à partir de la première édition faite au Nicaragua.

Cet ouvrage, préfacé par Jean Ziegler, comporte également une introduction de Sergio Ramirez, membre de la junte du gouvernement au Nicaragua, qui résume la vie et les circonstances de la guerre de libération dans son pays.

● 410 pages, 95 francs.

2 L'INTERNATIONALE DANS
LA GUERRE (1940-1946)

les congrès
de la quatrième
internationale

éditions la brèche



l'esclavage, par un témoin de l'époque dont les esclaves, affranchis, continuent à le servir par fidélité et constituent pour lui un miroir où il peut voir la décadence de la société esclavagiste. Il ne faut pas voir dans ce livre un roman historique, c'est davantage un essai de considération sur l'histoire.

Par l'auteur de *Dessalines ou la passion de l'indépendance*, prix des Amériques latines « Casa de las Americas » à La Havane en février 1983.

● 126 pages, 55 francs.

Un livre de Pierre Frank

Histoire
de l'Internationale
communiste (1919-1943)

« Cette histoire de l'Internationale communiste écrite — chose rare de nos jours — du point de vue des révolutionnaires vaincus, demeure de bout en bout d'un intérêt captivant. » (Philippe Robrieux, *le Monde*, 8 mai 1980.)

● Deux volumes, 948 pages, 130 francs.

Les bases du marxisme

Introduction
au marxisme
d'E. Mandel

L'auteur de *la Crise* expose les fondements de la théorie marxiste, histoire du mouvement ouvrier, problèmes de stratégie et de tactique du mouvement ouvrier à notre époque. Un instrument indispensable pour accéder aux bases du marxisme.

● Troisième édition française revue et corrigée. 207 pages, 42 francs.

Une scission historique

CGT,
autour de
la scission de 1921

Unité, indépendance et démocratie : des thèmes classiques, toujours d'actualité dans le mouvement syndical. La première scission de la CGT, en 1921, est le moment privilégié pour saisir la naissance des courants de pensée et de pratiques syndicales qui se sont perpétués jusqu'à nos jours.

« S'appuyant sur de nombreux documents (les sources sont toujours citées), les auteurs étudient minutieusement le mécanisme et les conséquences de la scission de 1921 » (FEN Information).

● 197 pages, 60 francs.

Des révolutionnaires dans la tourmente

Les Congrès
de la IV^e Internationale
2. L'Internationale
dans la guerre
(1940-1946)

Dans ce second volume qui s'ouvre sur la « Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald » en hommage aux révolutionnaires, aux trotskystes, traqués, capturés, torturés, morts dans le combat qui fut le leur, se trouvent rassemblées les principales déclarations et résolutions du comité exécutif de la IV^e Internationale siégeant à New York, du secrétariat provisoire européen, du comité exécutif européen et de la première Conférence internationale après la guerre.

En annexe : « Les victimes de la répression », fragmentaire certes, mais qui permet une approche plus concrète de l'ampleur de la répression que subirent les trotskystes et du nombre élevé des victimes des crimes stalinien.

● Textes rassemblés, présentés et préfacés par R. Prager. 476 pages, 75 francs.

Sans bottes ni médailles
André Calvès

La victoire d'Hitler en Allemagne, le Front populaire, la révolution espagnole, les procès de Moscou, la déclaration de guerre : les souvenirs d'André Calvès s'enracinent dans cette décennie. A travers son itinéraire personnel, notre camarade révèle une page d'histoire méconnue : l'activité des trotskystes français à Brest et à Paris, de l'occupation allemande à la Libération. A l'époque où il était « minuit dans le siècle », des militants ont combattu le fascisme sans céder à « l'union sacrée ». Ils étaient trotskystes. André Calvès était de ceux-là.

● 160 pages, 60 francs.

L'abolition de l'esclavage

Frères Volcans
Vincent Placol

Les tentatives de transcription au jour le jour des événements de janvier à mai 1848, période marquée par l'abolition de

La pensée vivante de
sandino

Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER
Introduction de Sergio RAMIREZ

LA BRECHE

Une réédition attendue

MANIFESTES, THESES
ET RESOLUTIONS
DES

QUATRE PREMIERS
CONGRES MONDIAUX
DE L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE
1919-1923

TOUTES COMPLETES

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

Librairie du Travail

Ces ouvrages sont en vente en librairie,
notamment à la librairie La Brèche,
9, rue de Tunis à Paris 11^e.

Vous pouvez également passer
directement vos commandes,
accompagnées d'un chèque, à la PEC,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

DES BD POUR L'ÉTÉ

Les bandes dessinées ne sont pas d'un format facile à glisser dans les sacs de voyage, mais entre quelques chaussettes et polars, essayez de trouver une petite place pour ces quelques albums à emporter cet été...

Juin a été un mois faste : près de cinquante albums nouveaux ! Je vous épargnerai les pires (les quatre cinquièmes) pour une petite sélection partielle et partielle, comprenant à la fois des rééditions et des nouveautés.

Côté rééditions, le « pape », c'est Dupuis, qui dispose d'un fonds exceptionnel acquis avec les quarante années du magazine Spirou.

Les Trois Barbus de Sonoyta, de Jijé, date de 1959 et constitue la huitième aventure de Jerry Spring, le cow-boy le plus chevaleresque de toute la BD.

Autre héros de Spirou, le scout Jacques Le Gall, dont trois aventures sont rééditées dans un grand et bel album : Premières Aventures. Ce qui frappe ici, c'est le dessin de Mitacq, un lavis superbe qui restitue à merveille le fantastique des aventures créées par J.-M. Charlier.

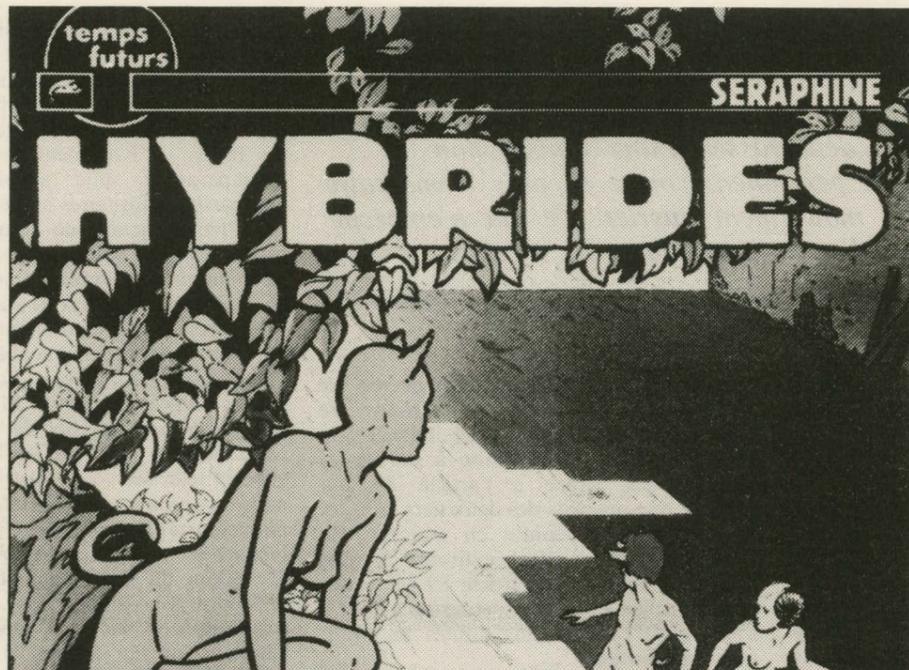
Les éditions du Lombard nous permettent de redécouvrir l'une des aventures exotiques (nous sommes en Inde...) des enfants de la balle, Pom et Teddy, (le Talisman noir). Tarass Boulba, le géant afghan qui veille sur les deux enfants, est l'un des rares « super-héros » de la BD franco-belge des années cinquante...

Autre réédition, encore plus naïve, la Troisième

Soucoupe, de R. Bonnet (Fleurus). On y retrouve le mélange de bons sentiments et de traditionalisme rural avec lesquels la presse catholique d'alors s'adressait aux jeunes des campagnes...

Entre les rééditions et les nouveautés, il faut remarquer le « prolongement » de longues séries issues du magazine Pilote (Barbe rouge et Tanguy et Laverdure) créées respectivement par Hubinon et Uderzo sur scénario de Charlier (toujours lui...) et confiées par les éditions Novédi à de jeunes crayons talentueux.

Je ne prise guère les aventures ocardières des deux pilotes, mais je reconnais que le dessin de P. Serres n'est pas indigne de celui d'Uderzo (l'Espion venu du ciel). Barbe rouge, par contre, est l'une des plus belles séries de la BD des années soixante. Cette épopée corsaire fut interrompue par la mort d'Hubinon après dix-huit titres. Reprise un temps par Jijé et Lorg (son fils), puis par Pellerin (qui a dessiné cette couverture) qui fut de loin le plus à l'aise dans cette histoire, on regrettera ici que le dessin de Gaty ne rende pas aussi bien que l'aurait fait Pellerin la richesse du scénario de Charlier, en particulier dans les épisodes nocturnes et



amazoniens (l'Or maudit du Huacapac).

Les Humanoïdes associés se sont offert une sacrée palette pour l'été. Du moyen (Cadelo, Brunier), du bon (Tramber, Cossu) et de l'excellent avec les trois derniers albums de Chaland, Jeronaton et Chantal Montellier.

Le Cimetière des éléphants est un petit chef-d'œuvre d'humour au second degré. Décapant, ironique et vaguement iconoclaste, Chaland adore les illustrés qu'il lisait dans les années cinquante-soixante, mais sait se moquer de leur naïveté exotique en recréant les mêmes situations, mais poussées jusqu'aux limites de l'irrationnel et de l'absurde. Le résultat est vachement réjouissant !

Avec les Amazones, Jeronaton retrouve ce mélange onirique d'« heroic fantasy » et d'exotisme. Mais la minceur du scénario nous laisse

sur notre faim, d'autant que Jeronaton fut, dans les années soixante, sous son vrai nom de Torton, l'un des plus fabuleux illustrateurs hyper réalistes du magazine Tintin et le créateur (sur scénario de J.-L. Vernal) de deux magnifiques histoires aztèques : Cortez à Mexico (inédite en album) et les Conquistadors du Mexique, paru en 1981 aux éditions du Lombard. Alors, qui donnera au meilleur spécialiste des Amérindiens de toute la bande dessinée un scénario intéressant pour réaffirmer hautement son talent ?

Chantal Montellier dessine la révolte et l'inhumanité d'une société répressive (rappelez-vous sa planche inédite offerte pour le numéro 1 000 de Rouge !). Police, justice, et ici psychiatrie, sont des piliers d'un même ordre qui broie les individus et ne leur laisse

d'autre issue que la révolte. Odile a été violée, les flics en rigolent, le juge s'en étonne, et le psychiatre y verrait presque une trace de masochisme... Alors Odile va piéger les hommes, les « allumer » puis les tuer impitoyablement. Découpage et dessin sont implacables. C'est un très beau livre de colère froide (Odile et les crocodiles).

Avec A. Juillard et J. Pleyers, Gilles Chaillat est l'un des dessinateurs dont le trait se rapproche le plus de celui de Jacques Martin. La Byzantine est un magnifique album historique, où le jeune Vasco va aider l'empire byzantin à échapper à la double menace turque et vénitienne (éditions du Lombard).

Grand prix de la ville d'Angoulême 1984, les Spectres d'Inverloch (éditions Dargaud) est la treizième aventure de Valérian et Laureline, les plus célèbres

agents spatio-temporels de toute la galaxie... Christin et Mézières se sont véritablement régalez avec cette histoire de paradoxes spatio-temporels, qui leur permettent de bousculer la CIA, le KGB (via Enki Bilal) et le gazon écossais de la vieille Lady Charlotte. Réjouissant !

Hybrides (éditions Temps futurs) est le premier album d'une jeune illustratrice belge nommée Séraphine. Un album tendre et dur à la fois, mettant en scène, dans un monde post-atomique et chimique, une nouvelle race de mutants, mi-hommes, mi-animaux, fruits (coupables pour certains) des amours interdits des derniers humains devenus stériles et de leurs animaux domestiques...

Fable écologique et philosophique à portée presque universelle, Hybrides est un roman d'amour dont la noirceur est gommée à la fois par la beauté des images et par la tendresse avec laquelle deux hybrides et une vieille femme réapprennent à s'aimer...

Et puis, enfin, le cinquième album des Passagers du vent de François Bourgeon : le Bois d'ébène. Fin d'une saga maritime parmi les plus belles de la BD de ces dix dernières années et l'une des rares, surtout, à nous avoir proposé comme héros... une héroïne aussi superbe, indépendante et volontaire que cette Isa. Relire maintenant, d'un seul trait, les cinq albums vous persuadera de la qualité d'un scénario plein de recoins et de détails véridiques, allié à la force des images et au caractère des principaux personnages.

Michel Laszlo



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), Sherlock Holmes attaque l'Orient-Express de Herbert Ross avec V. Redgrave, R. Duvall, L. Olivier et A. Arkin... dans le rôle de Sigmund Freud. La rencontre du détective cocainomane et du célèbre Viennois sert de cadre mystérieux à ce film policier.

22 h 30 (FR3), courts métrages de fiction de Jacques Tourneur, ou l'art de dire l'essentiel en dix minutes.

Ces films rares sont à découvrir.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), la Chevauchée fantastique, de John Ford, avec J. Wayne et Cl. Trevor. Le classique du genre et, avec My Darling Clementine, l'un des plus beaux westerns de Ford, donc de l'histoire du cinéma. Ce film qui transpose Boule de suif de Mauissant au Texas, fut la seconde grande chance de

John Wayne (la première, c'était la Piste des géants, de Raoul Walsh, qui le révéla au public et aux producteurs en 1929) ; jusque-là cantonné à des rôles psychologiquement peu intéressants, Wayne imposa sa silhouette dégingandée, sa gueule tordue et son accent inimitable (quel dommage cette version française horrible). Quant au film, c'est un condensé du savoir-faire de Ford, alternant scènes intimistes et d'action avec un sens du rythme étonnant... Signalons enfin le panorama le plus célèbre de l'histoire du western : après avoir suivi la diligence qui chemine en contrebas sur la piste, la caméra découvre soudain les Apaches embusqués au sommet d'une mesa... Splendide !

20 h 35 (A2), un « Grand échiquier » exceptionnel

avec, pêle-mêle, Karajan, Ferré, Brassens, Brel, Montand, Barbara, Devos...

● **Mardi** 20 h 35 (A2), les Tricheurs, de M. Carné, avec P. Petit, J. Charrier, L. Terzieff et J.-P. Belmondo. Très surestimé à l'époque, le film de Carné a eu au moins un mérite, celui de révéler que toute une génération de jeunes comédiens piaffait d'impatience aux portes des studios de cinéma. A part cela, les Tricheurs n'arrive pas à rendre crédibles des situations et des personnages qui seront génialement campés dans les premiers films de Claude Chabrol (le Beau Serge, les Cousins, les Godelureaux, les Bonnes Femmes, A double tour...).

20 h 35 (FR3), « Dernière séance » présentée par G. Lanvin. Ivanhoe, de R. Thorpe, avec Robert et

Liz Taylor. Le plus beau film de Thorpe et l'un des fleurons d'un genre plus guère prisé de nos jours (hormis Excalibur) et qui donna au cinéma de fabuleux classiques (Robin des Bois, Prince Vaillant...). Le roman de Walter Scott est l'un des chefs-d'œuvre de la littérature anglo-saxonne. L'ayant relu l'été dernier, dans une vieille édition de la Bibliothèque verte, j'ai redécouvert le plaisir d'un texte somptueux allié au sens de l'épique. Donc film à voir et livre à lire ou relire !

Le second film, l'Homme au fusil, de Richard Wilson, avec Robert Mitchum, est un western minutieux bourré d'un humour provocant.

22 h 15 (TF1), le Chef d'orchestre, d'A. Wajda, avec J. Gielgud, K. Janda et A. Seweryn. Film déroutant par son apparente simplicité

et sa linéarité. Wajda, qui s'est défendu de toute prétention autobiographique, a-t-il vraiment, comme il l'a déclaré, seulement voulu parler des rapports entre jeunes et vieux ?

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3), Marie-Chantal contre le docteur Kha, savoureuse parodie des films d'espionnage comiques style Lautner. Marie Laforêt contre la plus hilarante galerie d'espions imaginable : Reggiani, Ch. Denner, F. Rabal, R. Hanin et A. Tamiroff.

21 h 40 (TF1), seconde et dernière partie (c'est la meilleure) de l'Espagnol de J. Prat, d'après le roman de Bernard Clavel.

● **Vendredi** 21 h 30 (FR3), deuxième épisode de Mazarin de P. Moinot avec F. Périer ; ce soir, « La Fronde ».

Michel Laszlo

V^e REPUBLIQUE

Le coup d'Etat permanent

Tous parlent aujourd'hui de liberté. Mais ils oublient soigneusement que la première des conquêtes démocratiques consisterait à se débarrasser d'une Constitution qui représente un putsch permanent contre la plus élémentaire démocratie et contre le mouvement ouvrier. Ce qui n'empêche pas Mitterrand d'en utiliser toutes les ficelles.

Les libertés : le mot est actuellement utilisé à toutes les sauces. En particulier par la droite qui, voulant éviter d'attaquer une austérité qu'elle appliquerait elle-même avec encore plus de brutalité, y trouve un argument électoral commode. Alain Peyrefitte le résumait devant le comité central du RPR, le 7 juillet : « Nous ne gagnerons pas sur la politique économique, nous gagnerons sur les libertés. »

Une fois de plus, le 12 juillet, François Mitterrand a cru habile d'utiliser à son profit toutes les prérogatives que lui donne la V^e République pour mettre ses adversaires sur la défensive. Manœuvre à courte vue, et surtout manœuvre dangereuse. Car elle écarte les seules questions importantes : comment une Constitution conçue pour autoriser les pratiques les plus antidémocratiques pourrait-elle être mise au service du combat pour le socialisme ? Comment des institutions forgées par et pour la bourgeoisie pourraient-elles être retournées et devenir les garantes de la démocratie ?

Une monarchie républicaine

La Constitution du 4 octobre 1958 est issue d'un coup d'Etat : celui de De Gaulle allié aux ultras de l'Algérie française (voir Rouge du 13 juillet). Elle a consacré la mise en place de l'Etat fort dont les fractions monopolistes de la classe dominante avaient un urgent besoin, à la fin des années cinquante, pour moderniser l'appareil productif.

Les formes du pouvoir politique issues de la Libération étaient en effet devenues un obstacle à la domination de ces fractions. Elles favorisaient la prolifération de formations bourgeoises exprimant les intérêts de secteurs arriérés et entretenaient une instabilité parlementaire chronique. Pour améliorer la position internationale des firmes de l'Hexagone, il fallait mettre le pouvoir à l'abri des différents « groupes de pression » et renforcer, face à la classe ouvrière, les capacités coercitives de l'appareil étatique.

La Loi fondamentale approuvée par référendum en 1958 (par 79,25 % des suffrages exprimés), puis modifiée en 1962, se caractérise tout d'abord par le renforcement de l'exécutif et la réduction du rôle des assemblées. Le chef de l'Etat, érigé en « arbitre » au-dessus des classes et des clans, peut dissoudre le Parlement, mais n'est pas responsable devant lui. Il révoque à sa guise le gouvernement et peut légiférer par simple ordonnance. Il dispose en outre, avec l'article 16, de pouvoirs d'autant plus exceptionnels que leur mise en œuvre est laissée à l'arbitraire du monarque. Son libellé légalise le putsch, « lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution des engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate... ».

De surcroît, la Constitution permet de multiplier les obstacles face à une politique qui porterait, si peu que ce soit, atteinte aux intérêts des possédants. La présidence ou un groupe de soixante parlementaires peuvent, par exemple, stopper l'application de textes législatifs en saisissant le Conseil cons-

titutionnel, véritable « cour suprême de musée Grévin », selon les propos de François Mitterrand en 1964. La révision constitutionnelle est soumise à des règles draconiennes, grâce à l'article 89 qui requiert une majorité des deux tiers dans les deux chambres, réunies en congrès. En revanche, l'hôte de l'Élysée dispose de toute possibilité de tourner l'article 89 en recourant à l'article 11 qui permet, grâce à l'organisation de référendums, toutes les pratiques plébiscitaires.

Grâce à cette procédure, le monarque républicain peut, par-dessus les deux assemblées et les partis, imposer ses projets ou renforcer son régime en exerçant un chantage à la continuité politique et à la stabilité des institutions. Jusqu'à présent, l'article 11 permettait au président de la République de soumettre à référendum « tout projet portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de Communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité ». De Gaulle et ses successeurs l'ont utilisé cinq

fois depuis 1958. Chaque fois dans des buts plébiscitaires.

En proposant d'étendre au domaine des « libertés publiques » le champ d'application de l'article 11, Mitterrand tend à renforcer ces traits. Le Parlement sera, encore plus qu'auparavant, une assemblée-croupion. Les partis majoritaires se verront confortés dans leur fonction de courroie de transmission de la politique gouvernementale. Le pouvoir réel dépendra toujours davantage d'un vaste réseau de hauts fonctionnaires et de technocrates, incontrôlés par les institutions délibératives de la démocratie bourgeoise. Toutes les tendances au pouvoir personnel en seront confortées, comme le chef de l'Etat l'avouait implicitement lors de sa dernière intervention télévisée : « La révision constitutionnelle (...) permettra au président de la République, lorsqu'il le jugera utile, et conforme à l'intérêt du pays, de consulter les Français. » C'est donc du seul jugement du prince que dépendra la possibilité pour les citoyens de se prononcer sur une question d'intérêt général. Sur des formes et des questions que lui seul déterminera.

Il y a vingt ans, Mitterrand dénonçait ces tendances bonapartistes en des termes qui n'ont rien perdu de leur pertinence : « Le chef de l'Etat (...) cédant aux travers communs des monarques d'occasion (...) désire que sa primauté fut solennellement, publiquement affirmée et reconnue (...) C'est maintenant chose faite : lui seul désormais ordonne et ajuste le "domaine suprême". Ses décisions ont force et valeur de loi. Le Parlement n'exerce sur elles aucun droit de regard. Leur légalité échappe à tout examen.

Non content d'assumer un pouvoir exécutif aussi étendu que celui dont disposaient Louis-Napoléon et Philippe Pétain, il peut se substituer quand il le veut au pouvoir législatif(1)... »

L'adaptation continue de la gauche

Cette opposition intransigeante ne dura pas longtemps. Postulant à la magistrature suprême et voulant donner des gages à la bourgeoisie, Mitterrand finit par accepter le cadre de la Constitution. Candidat unique de la gauche contre de Gaulle en 1965, il déclarait : « En dehors de l'article 16, qui donne des pouvoirs dictatoriaux au président de la République, aucun des articles qui assurent la stabilité du gouvernement ne sera modifié(2). »

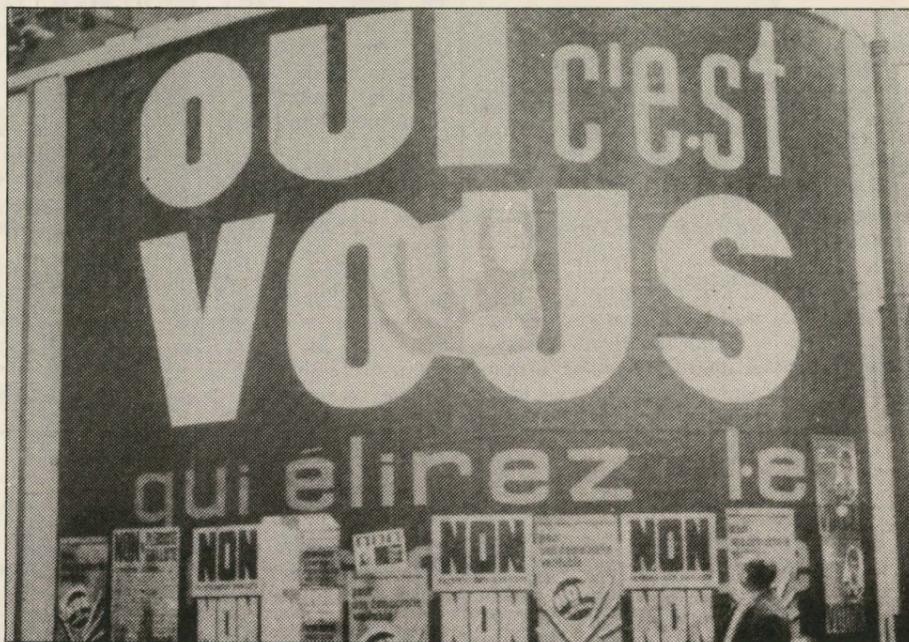
Le pas était franchi et, en se rangeant derrière lui, les partis ouvriers — SFIO et PCF — se rallièrent à la conception du futur leader socialiste. En 1969, ce dernier amorçait d'ailleurs une sorte d'autocritique de ses positions antérieures : « Si j'ai voté contre la Constitution, ça été davantage contre le contexte que contre le texte(3). »

En 1972, le Programme commun proposait cependant encore la modification de dix-sept articles du texte de 1958, le plus important étant l'article 16. Mais neuf ans plus tard, les 110 propositions du candidat Mitterrand ne comportaient plus que des engagements vagues tels que : « Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé » (proposition 45) et « le Parlement retrouvera ses droits constitutionnels. Le recours à l'usage du vote bloqué sera limité » (proposition 46). Même l'article 16 était devenu acceptable.

Depuis trois ans, la majorité s'est moulée dans les institutions. Ce qui lui a permis de multiplier les gages et les concessions au capital. Les diktats du Conseil constitutionnel ont été acceptés sans broncher. La procédure des ordonnances (article 49-3) a été utilisée pour faire passer de mauvais coups contre le peuple de gauche (sur la réduction du temps de travail en 1981, les plans d'austérité de 1982 et 1983, la loi Savary cette année) et passer outre les états d'âme de la majorité PS-PC à l'Assemblée. Sa fonction d'« arbitre », Mitterrand en a usé pour prendre ses distances envers ceux qui l'ont élu et tenter des ouvertures à droite ou au « centre ».

Le référendum de septembre prochain consacre cette évolution. Et il prouve, une fois de plus, que la République gaullienne ne peut en aucun cas servir les intérêts des travailleurs.

Christian Picquet



Le référendum d'octobre 1962 sur l'élection du président de la République au suffrage universel. L'opposition répondait alors « Non au plébiscite », « Non au pouvoir personnel ».

Quand Mitterrand critiquait le bonapartisme

Un livre décidément passionnant, ce *Coup d'Etat permanent*, de François Mitterrand, que vient de rééditer la maison Fayard (70 francs).

Voici par exemple comment le futur successeur (et élève) de De Gaulle caractérisait, en 1964, le bonapartisme gaulliste : « Il existe dans notre pays une solide permanence du bonapartisme où se rencontrent la vocation de la grandeur nationale, tradition monarchique, et la passion de l'unité nationale.

tradition jacobine. Le gaullisme de 1958 n'eut pas de peine à rassembler les éléments épars, à refaire la synthèse recherchée par les amateurs de pouvoir personnel. (...) Comme le premier des Bonaparte, il ne voulait tenir la couronne que de lui-même et l'arracha des mains qui l'offraient à son front. Comme le second des Bonaparte, il ne désirait qu'un seul consentement au geste omnipotent, le consentement populaire. Dûment conditionné par les recettes éprouvées du plébiscite napoléonien, le suffrage universel opina. »



1. *Le Coup d'Etat permanent*, éditions Fayard.
2. *Le Monde* du 24 novembre 1965.
3. *Ma part de vérité*, éditions Fayard.